2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2.80 DH

Combat
SOCIALISTE

N° 56
JEUDI 14 MAI 1981

Pendant que François Mitterrand prépare son gouvernement

Le PS rassemble la nouvelle majorité

Une « antenne présidentielle » animée par Pierre Bérégovoy est chargée des contacts avec les syndicats, les administrations, les associations, et de la préparation des dossiers de travail pour le nouveau président.

(PAGE 3)

LA BOURSE REPREND SON SANG-FROID

(PAGE 6)

La délinquance en baskets

Devant l'accroissement de la délinquance juvénile, magistrats et éducateurs s'interrogent sur leur rôle.

(PAGES 10 et 11)

Match vraiment nul à Nantes

SAINT-ETIENNE PRESQUE A BON PORT

(PAGE 12)

Bernard Lavilliers parle de Bob Marley

(PAGE 13)

Les parlementaires UDF rejoignent Chirac

GISCARD LACHÉ PAR LES SIENS



VALERY GISCARD D'ESTAING doit méditer sur l'ingratitude humaine. Lui que la vie avait comblé jusqu'alors, lui accordant une naissance d'héritier, une carrière universitaire brillante, une ascension politique sans bavure qui l'avait conduit au plus haut sommet, lui qui, doué et roué, n'avait jamais échoué, assume mal sa première défaite. Le 10 mai, il n'a pas osé affronter les caméras de la télévision pour remercier ses électeurs, adresser ses vœux à son vainqueur et annoncer que, d'une manière ou d'une autre, il continuerait le combat. On songeait alors à François Mitterrand qui, au soir du second tour de 1974, avait su trouver les mots pour redonner confiance à ses compagnons de lutte et leur annoncer, à coup sûr, une victoire prochaine.

Le président battu a laissé paraître son amertume et a clairement désigné celui qui avait joué le rôle du traître dans le mélodrame élyséen. Mais Jacques Chirac n'a cure de ces apostrophes peu amènes ; il a construit toute sa stratégie pour devenir au moins le leader de l'opposition de droite, au mieux le numéro un d'une majorité parlementaire conservatrice, en guerre contre le président élu.

Giscard se taisant, c'est Chirac qui a pris l'initiative. Il est déjà lancé dans le « troisième tour », celui des élections législatives. Le maire de Paris n'est jamais gêné par l'idéologie ou les grands principes ; il a tout de suite vu où était le ventre mou du corps de bataille giscardien : le groupe parlementaire. L'Elysée perdu, il faut au moins sauver les meubles à l'Assemblée nationale.

Chirac l'avait répété : « *Je suis le seul à pouvoir battre François Mitterrand.* » Il n'a pu en apporter la preuve, mais il peut toujours affirmer que Giscard n'était pas un bon candidat pour la droite. Giscard est un perdant, lui est un gagneur : voilà ce que Chirac veut faire admettre. Discours séduisant pour des députés qui courbent l'échine sous le vent de la gauche. Quand il s'agit de sauver des sièges, il est urgent d'étendre le drapeau unitaire sur la cendre des querelles.

Les états-majors RPR et UDF peuvent bien passer leur temps à se rejeter la responsabilité de la défaite du 10 mai ; les parlementaires, eux, se disent gens sérieux, et il ne leur a fallu que quelques heures pour mettre au point leur stratégie : candidature unique de la droite quand c'est nécessaire, et ce le sera le plus souvent, accord de désistement réciproque, programme commun et, même, sigle unitaire. Ce n'est plus le moment d'avoir des états d'âme.

Le perdant

Et Giscard dans tout cela ? Il a perdu la première manche présidentielle, en laissant Chirac occuper, seul, le terrain. Va-t-il tenter de prendre sa revanche ? Il lui faudrait rassembler ses partisans, galvaniser ses troupes, présenter un projet politique mobilisateur. Il semblait prêt à le faire quand ses propres amis l'ont poignardé dans le dos : passant un pacte avec le diable chiraquien, ils ont convenu que, pour gagner, ils ne devaient pas faire campagne sur le nom de Giscard. Dans la course à l'Assemblée, plus personne ne veut porter la casaque du perdant.

Que les temps sont durs...

Claude GAULT

(PAGE 3)

Un deuxième martyr pour l'Irlande



Après cinquante-neuf jours de grève de la faim, Francis Hughes, vingt-cinq ans, est mort à Belfast, mardi, dans la même prison que Bobby Sands, voilà une semaine. La disparition du jeune combattant irlandais a provoqué de nouvelles émeutes en Ulster, qui ont fait un mort et un blessé. A Dublin également, capitale de la république d'Irlande du Sud, la population a manifesté sa colère **(voir nos informations page 7).** (Photo AP)

VU
DES PYRENEES

Nous reviendrons à Montségur

NOUS reviendrons à Montségur... Non seulement pour y rêver en silence entre les remparts démantelés, mais aussi pour tenter de saisir, par l'œil de la caméra, ce qui, du piton et des ruines cathares, pourra servir au spectacle que Gérard Gélas prépare pour le prochain festival d'Avignon.

Nous reviendrons à Montségur où est née, de quatre vers de la *Chanson de la Croisade*, la pièce choisie par le théâtre du Chêne noir et à laquelle j'ai donné pour titre : *le Brasier de Montségur*.

Aussi nul homme n'y reste, nul être vivant,
Ni dame, ni demoiselle, ni femme enceinte,
Ni autre créature ou enfant au sein,
Et tous subissent le martyre dans les flammes ardentes.

Nous reviendrons à Montségur avant de nous rendre à Avignon et de passer, peut-être, par Saint-Gilles-du-Gard où, coupable d'avoir pris le parti de ses sujets contre Rome et les barons du Nord, le comte de Toulouse Raymond VI fut flagellé en public...

Car, d'un bout à l'autre du Languedoc et de la Provence, c'est tout le Midi méditerranéen qui porte les stigmates d'un génocide dont, huit siècles plus tard, il ne s'est pas tout à fait relevé. La langue, notamment, y demeure enchaînée et, si l'on veut être entendu du plus grand nombre, il faut s'exprimer en français, comme j'ai dû le faire dans *le Brasier de Montségur*, et comme le feront les comédiens du Chêne noir.

Lorsque ce texte a commencé à vivre, en 1968, il y avait certes longtemps que chantaient en ma mémoire cantilènes et complaintes évoquant la Croisade. La *Complainte du bouvier*, par exemple, dont la mélodie est assez connue, remonte à l'époque cathare, où on la psalmodiait en allant au bûcher :

Quand lo boier ven de laurar,
Planta son agulhada
(Quand le bouvier vient du labour,
Il pose l'aiguillon...)

Dans *le Brasier de Montségur*, un troubadour égrène sur son luth les premiers vers de la complainte où il est question de l'épouse agonisante du bouvier, et ce choix pour victime d'une femme, en terre d'amour courtois, prend un sens symbolique : c'est le pays d'oc tout entier qui se meurt.

Nous reviendrons à Montségur, un jour solitaire ou un jour d'invasion touristique. Et ce n'est pas moi qui dirai que, de ce lieu, doivent être écartés les enfants. Car est-il jamais trop tôt pour apprendre à un petit d'homme la haine de la guerre et l'horreur de l'intolérance ? Si j'ai quelque peu fustigé, naguère, les excursionnistes à gosses, à chiens et à transistors, c'est parce qu'ils tiraient derrière eux leurs enfants comme leurs chiens.

Nous reviendrons à Montségur...

Et si, sur les pentes de la montagne ariégeoise, nous sommes un jour des centaines, des milliers, que ce soit dans une marche grave et pacifique vers l'universelle fraternité !

Maurice CHAVARDES

A propos des associations

A l'occasion des grandes joutes oratoires actuelles, il convient de s'interroger sur la situation future de tous ces groupements et associations qui truffent notre vie locale.

En effet, il est certain que les associations, à l'heure actuelle, constituent des supports essentiels de la vie régionale, des relais spontanés, des vitrines locales qui doivent s'inscrire dans une perspective dynamique. A cet égard, le programme socialiste recherche à régénérer et accroître l'importance et l'efficacité de tels groupements. Il est permis de penser que les nouveaux rapports de forces « Centre-Périphérie » imaginés par le PS inaugureront des relations plus harmonieuses entre des instances régionales parfaitement restructurées et responsables et les composantes associatives.

Souvent encensées pour leurs activités et leur créativité, les associations n'en demeurent pas moins écartées de toute possibilité réelle d'intervention efficace et dépourvues de moyens matériels et humains.

Ainsi créées et louées pour leur bénévolat et leur esprit d'entreprise, elles évitent en même temps la prise en charge de leurs intérêts propres par l'autorité centrale défaillante.

Ainsi, là, une association familiale se créera, à la suite de la démission de l'administration, afin de créer sur place un service de travailleuses familiales qui fait l'objet d'une demande criante. Ailleurs, une compagnie d'animation se mettra sur pied en vue de suppléer la carence des services locaux. Enfin, un club de sports sera suscité pour organiser des rencontres ponctuelles.

Certes, ces réflexes unitaires de création sont sains et doivent être favorisés, seulement il faut se rendre à l'évidence : mis à part la modeste subvention souvent accordée et les encouragements purement formels de certains notables, les associations, toutes orientations et toutes tendances confondues, ressentent cruellement les contraintes administratives et financières, les lourdeurs sociologiques, les turbulences conjoncturelles qui se traduisent nettement — sinon par une vision plus ou moins mortiferé de l'avenir associatif — du moins par un sentiment de sclérose ou d'inertie.

Le souci constamment observé de l'administration de ne pas accorder trop de poids et de pouvoirs aux diverses composantes associatives fait apparaître une lente mais progressive atonie du tissu associatif, qui demeure néanmoins, pour le moment, fortement texturé.

Mais le danger guette : si, face au phénomène de centralisation partout dénoncé, les organes associatifs ne parviennent pas à s'assumer dans toutes leurs dimensions avec des moyens facilités et en compagnie d'interlocuteurs attentifs qui cherchent à les révéler (au premier sens du terme), ils courent le risque soit d'être domestiqués, « squattérisés », phagocytés par des instances ragionales non dépourvues d'arrière-pensées, soit d'être étouffés, abandonnés, liquidés. On se réjouit souvent de la progression lente et continue du nombre d'associations qui voient le jour, mais on parle peu de leur extinction, alors que beaucoup meurent après les quelques élans d'enthousiasme marquant des débuts prometteurs.

Il convient, d'une part, de restituer une véritable identité au phénomène associatif et, d'autre part, de le restituer au sein des autres instances administratives locales et régionales. (...)

Puisse la nouvelle politique associative du programme socialiste être de nature à réhabiliter l'un des derniers maillons de la démocratie.

Alain COPIN
Somme

Confirmer la victoire du 10 mai

La majorité de nos compatriotes connaissent aujourd'hui une immense joie, une très grande espérance. D'aucuns, nos aînés, évoquent le souvenir de 1936, d'autres celui de la libération de notre pays.

Pourtant la droite battue n'est pas encore vaincue. Pourtant le patronat existe toujours. Le changement ne pourra être complet que si le grand élan de notre peuple se poursuit et se traduit dans quelques semaines par la victoire aux élections législatives.

Les conditions de ce succès prochain sont réunies. Les premières mesures prises par le gouvernement de la République montreront que, contrairement à ce que prévoyaient les Cassandre de l'ex-majorité, une autre politique est possible.

Par ailleurs, la présence d'un président de la République et d'un gouvernement de gauche garantiront la régularité des élections prochaines. Plus de fausses nouvelles suscitant la peur ! Plus de tripatouillages électoraux, dans les DOM-TOM notamment ! Impartialité des médias dans le « traitement » des divers programmes et des diverses personnalités !

Oui, la confirmation de notre victoire du 10 mai est possible dans quelques semaines. **Alain TOURON**
Vosges

ENTREPRISE GENERALE
DE TRAVAUX
•
BATIMENTS INDUSTRIELS
ET COLLECTIFS

RABOT-DUTILLEUL

5, rue du Creusot, 59170 CROIX
Tél. (20) 98.08.08

MEMBRE DU GIREC

Agence ARRAS : 48, rue Roger Salengro 62223 Saint-Laurent- Blangy Tél. (21) 23 01 69.

Météo



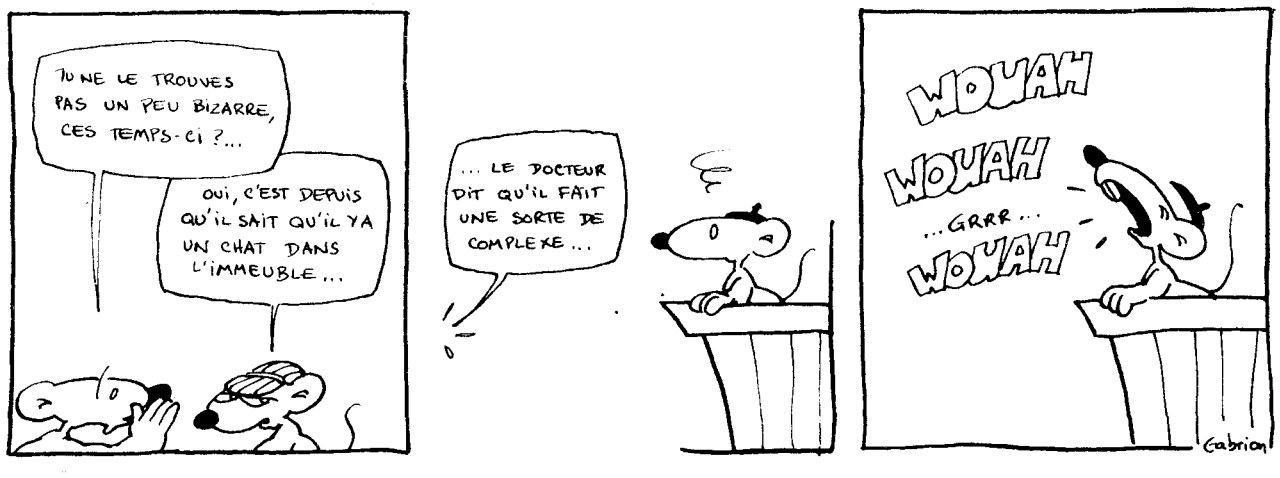
Maussade

Il fera beau sur les régions méditerranéennes et les Alpes.

Du nord au nord-est, le ciel sera nuageux avec, localement, de belles éclaircies. Partout ailleurs, le temps sera maussade avec un ciel très nuageux à couvert, et des pluies qui de l'ouest s'étendront vers l'est.

Les températures, sauf dans l'Est et le Sud-Est, où elles seront proches de la normale, seront nettement en baisse, et comprises entre 13 °C dans le Nord et 18 °C en Aquitaine.

Rat-le-bol



Une antenne présidentielle pour ne pas perdre de temps

FRANÇOIS MITTERRAND n'est plus l'homme d'un parti. C'est pour cette raison qu'il vient d'installer de manière symbolique son « *antenne présidentielle* » dans des locaux distincts de ceux du Parti socialiste, au 6, de la rue de Solférino. De même, Pierre Bérégovoy, qui a été chargé de diriger ce cabinet de transition, abandonne ses responsabilités antérieures et ne participera plus aux travaux du secrétariat et du bureau exécutif.

Quatorze personnes vont travailler dans cette structure intérimaire, qui cessera d'exister dès la prise de fonction de François Mitterrand à la présidence. Outre Pierre Bérégovoy, on retrouve les membres de l'ancien cabinet (Jacques Attali, Michel Vauzelle et Jean Glavany) ; les membres de l'ancien secrétariat (Paulette Decraesne, Nathalie Duhamel, Joële Jaillette, Christiane Dufour et Margut Danel). A ce noyau, se sont adjoints Jacques Fournier et Nicole Questiaux, conseillers d'Etat spécialistes des problèmes sociaux ; Hubert Védrine, diplomate ; Jean-Claude Colliard, constitutionnaliste ; et Paul Legatte, vieil ami de François Mitterrand, qui s'est occupé de son courrier pendant la campagne.

L'antenne présidentielle s'est assignée cinq objectifs.

1. Répondre à l'ensemble du courrier provenant des hommes d'Etat, des formations politiques, des syndicats, des associations, etc.

2. Rencontrer l'ensemble des organisations syndicales pour préparer les grandes négociations auxquelles François Mitterrand se consacrera dès le début de son septennat.

3. Se faire l'intermédiaire officiel du pouvoir à venir, avec l'administration et les pouvoirs publics.

4. Préparer les dossiers sur les décisions prioritaires que le nouveau président de la République sera amené à prendre.

5. Animer les équipes de travail et répondre à toutes les demandes adressées à François Mitterrand, de quelque ordre qu'elles soient et d'où qu'elles proviennent.

Depuis mercredi matin, donc, seule l'antenne est habilitée à parler au nom de François Mitterrand. Il ne s'agit pas pour autant d'intervenir en quoi que ce soit dans les affaires du pays, jusqu'au départ de Valéry Giscard d'Estaing. Les consignes de François Mitterrand à cet égard sont claires. Quelles que soient les informations envoyées par le pouvoir sortant, la nouvelle équipe n'a rien à assumer de ce qui se fera d'ici à sa prise de fonction.

« *Nous prendrons la responsabilité de la France dans l'état où elle se trouvera lors du départ de Valéry Giscard d'Estaing, pas dans celui où elle se trouvait le jour de notre victoire, le 10 mai* », a déclaré le nouveau président de la République.

J. B.

Pierre Bérégovoy : un négociateur discret et efficace



Cinquante-six ans, calme et courtois, Pierre Bérégovoy vient de se voir confier la responsabilité de l'antenne présidentielle. Beau parcours pour cet autodidacte, qui a commencé à travailler dans une usine de tissage près d'Elbeuf.

Cheminot pendant la guerre, il s'engage dans la Résistance en 1943 et adhère aux jeunesses socialistes puis à la SFIO dès la Libération. Devenu directeur adjoint de filiale à Gaz de France par le biais de la formation professionnelle, il scissionne de la SFIO en 1958 pour participer à la fondation du PSA, puis du PSU. Collaborateur de Pierre Mendès-France, il soutient François Mitterrand en 1965 et rejoint le futur Parti socialiste en 1969.

Deux échecs électoraux, à Brive et à Maubeuge, ne l'empêchent pas de s'imposer à la direction du PS, où ses qualités de négociateur seront particulièrement appréciées pendant la période de réactualisation du Programme commun. Membre du secrétariat, chargé des questions sociales, puis des relations extérieures, enfin, de l'intérim de Lionel Jospin, Pierre Bérégovoy se voit aujourd'hui attribuer une responsabilité très importante.

Premiers entretiens

FRANÇOIS MITTERRAND s'est promené mardi 12 mai en fin de matinée dans son quartier de la rue de Bièvre, saluant de nombreux habitants. Plusieurs personnalités, dont Michel Jobert, ancien ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou, et Mario Soares, ancien premier ministre portugais, se sont rendus à son domicile. Dans l'après-midi, le nouveau président de la République s'est entretenu pendant une heure avec ses principaux conseillers économiques : Jacques Delors, Jacques Attali, Christian Goux, auxquels s'était joint Jean-Pierre Chevènement. Michel Vauzelle, directeur adjoint de l'antenne présidentielle, Louis Mermaz, président du comité directeur, et Louis Mexandeau, chargé des problèmes d'éducation, ont également été reçus.

François Mitterrand assiste mercredi après-midi, à l'hôtel Georges-V, à la réunion des groupes socialistes de l'Assemblée nationale, du Sénat et de l'Assemblée européenne de Strasbourg.

• **Les principaux dirigeants du Parti socialiste** ont assisté mardi soir à une réception offerte par l'ambassadeur d'URSS en France et Mme Stepan Tchervonenko, à l'occasion du trente-sixième anniversaire de la victoire de 1945.

• **M. Bernard Stasi,** président délégué du CDS, a estimé mardi que la création d'un grand parti libéral n'est encore qu'une « supputation » et que ce projet ne pourra se réaliser avant les prochaines élections législatives.

Un rassemblement populaire

Les gaullistes de progrès souhaitent un grand rassemblement populaire à l'image de celui de la Libération, où gaullistes, socialistes, communistes et démocrates ont ensemble reconstruit la France.

De gauche... ...à droite

Philippe Dechartre et les fichiers RPR

Philippe Dechartre, conseiller de Jacques Chirac et secrétaire général du Mouvement pour le socialisme par la participation, s'était prononcé pour François Mitterrand au second tour des élections. Il vient de se déclarer prêt à aider « *au mieux le nouveau président, élu démocratiquement, à accomplir au mieux possible sa mission* ».

Par ailleurs, il a répondu à l'accusation, selon laquelle il se serait servi du fichier du RPR pour envoyer trois cent mille lettres demandant à voter Mitterrand, qu'il ne s'agit que d'un « *roman* » : « *Je n'ai pas envoyé trois cent mille lettres, je n'en aurais pas eu les moyens,* a-t-il assuré. *Simplement, j'ai, depuis quinze ans que je suis secrétaire général du MSP, un très grand fichier. Ce qui est intéressant, c'est que cette lettre a eu un tel impact que, en en envoyant vingt-cinq mille, elle a été reprise par les fédérations...*

Le général de Boissieu acculé à démissionner

Le général de Boissieu a adressé lundi à l'Elysée sa démission de grand chancelier de l'ordre national de la Légion d'honneur et de chancelier de l'ordre national du Mérite. Il a demandé que cette démission, motivée par des « *raisons personnelles* », prenne effet le jour de la démission du gouvernement. Ce qui a été accepté.

Est-il vraiment possible de parler de « *raisons personnelles* » après le scandale qu'il provoqua entre les deux tours des élections, d'une part, en annonçant le 5 mai qu'il refuserait de remettre à François Mitterrand le grand collier et le grand cordon de grand-croix de la Légion d'honneur ; d'autre part, en contestant, à Orléans, le passé de résistant de celui que les Français allaient choisir quelques jours après comme président de la République ?

L'amiral Antoine Sanguinetti avait estimé que le général de Boissieu méritait au moins les arrêts de rigueur, « *en attendant d'être rayé des cadres et destitué de ses hautes fonctions, dont il s'est rendu indigne* ».

Le général de Boissieu, surtout connu comme « *gendre de De Gaulle* », a été désavoué par plusieurs membres du conseil de l'ordre et accusé de « *forfaiture* » par Lionel Jospin.

La démission intervenant le même jour que celle du gouvernement en place, va se poser le problème du remplacement de ce grand chancelier, qui semble avoir du mot « démocratie » une notion bien étroite.

Ph. L.

RETROUVAILLES A DROITE

Les parlementaires UDF ont remercié Giscard

APRÈS les premières déclarations véhémentes des giscardiens au lendemain de la défaite, l'UDF et le RPR tentent d'esquisser un pas de deux.

Roger Chinaud, président du groupe parlementaire UDF, a déclaré, mardi, à l'Assemblée nationale : « *Le passé est le passé, il n'intéresse plus les responsables politiques de la nation, et moi non plus.* » Incitant au rassemblement, il a ajouté : « *L'unité c'est quelque chose qui doit se construire, il faut en créer les conditions.* »

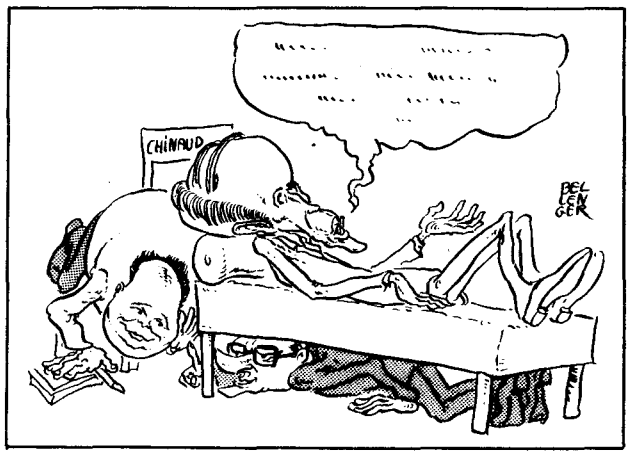
Jacques Chirac, de son côté, s'adressant au groupe parlementaire RPR, a proposé aux différents courants de l'ex-majorité l'« *élaboration en commun d'un pacte pour une majorité nouvelle dans la perspective des élections législatives* ». Claude Labbé a ajouté : « *Cette majorité nouvelle devrait avoir pour base un programme s'inspirant des thèmes de Jacques Chirac.* » Le maire de Paris ne revendique pas, dit-il, le « *rôle de chef de l'opposition* », mais souhaite tout de même être l'« *élément dynamique d'une majorité nouvelle* ». Il a rappelé que « *ceux qui devront mener le combat ne seront pas ceux qui ont été condamnés dans leur politique et dans leur personne* ».

Tout prêt à discuter

Quoi qu'il en soit, Jacques Chirac a pris contact avec Jean Lecanuet, président de l'UDF, et se dit « *prêt à discuter les modalités de la future campagne et des investitures* ». Jacques Chaban-Delmas s'est félicité de ce que l'unité d'action l'emportait à l'UDF comme au RPR.

« *Nous sommes sur la bonne voie et nous devons utiliser ces élections comme une planche de salut avec un programme dynamique et raisonnable.* »

Les députés UDF ont tenu à réaffirmer leur « *foi dans une société de liberté, de responsabilité et de progrès telle que l'a définie Valéry Giscard d'Estaing* ». Le mouvement



giscardien a tiré les leçons de l'échec, incombant aux « *divisions de la majorité qui ne sont pas de son initiative* ». Il a évoqué la possibilité d'un changement de nom et devrait faire son choix lors dune prochaine réunion de son conseil national, prévue pour jeudi. On avance le sigle : « Front des libéraux ». Bernard Stasi, président du CDS, une des composantes de l'UDF, a toutefois estimé que « *la création d'un grand parti libéral ne pourrait intervenir avant les législatives* ».

Roger Chinaud a réaffirmé que, personnellement, il souhaitait que Valéry Giscard d'Estaing ne soit pas absent « *sur le fond* » du débat politique français. « *Cependant,* a-t-il ajouté, *je n'ai pas le sentiment qu'il ait l'intention d'être l'animateur de la prochaine campagne législative puisque cette mission m'a été confiée.* »

Il s'est également déclaré persuadé que Raymond Barre n'avait pas l'intention de jouer un rôle de leader dans cette campagne. Il a indiqué que les députés de son groupe ont adressé au président perdant un message unanime « *d'affection et d'estime* », à celui qui « *reste le porteur de nos espérances* ».

On a cependant l'impression que ces nouvelles noces entre l'UDF et le RPR passe par un retrait momentané des grands perdants, de ceux qui se sont trop mouillés pendant la campagne du candidat-président, les autres étant prêts à redonner une nouvelle virginité à la droite.

Colette PARIS

UNE INTERVIEW DE MARIO SOARES

«Je suis venu partager votre joie»

Mario Soares, ancien premier ministre portugais, a été reçu, mardi 12 mai, par François Mitterrand, au domicile de ce dernier, rue de Bièvre. Il est la première personnalité étrangère à rencontrer le nouveau président de la République. Mario Soares, qui vient d'être réélu dimanche soir, à une très large majorité (72 %) secrétaire général du Parti socialiste portugais, a tenu aussitôt à venir à Paris pour féliciter François Mitterrand.

Je l'ai trouvé en très bonne forme physique, souligne-t-il. Il est là, serein, complètement décontracté, comme s'il n'y avait pas eu toute la campagne présidentielle. Moi, pendant la dernière campagne que j'ai faite, j'ai perdu 5 kilos.



A la sortie de la rue de Bièvre. (Photo Pascal Lebrun)

— **Que signifie pour vous cette victoire de François Mitterrand ?**

— Je suis très ému par cette victoire, qui aura de grandes répercussions non seulement en France, mais aussi en Europe et dans le monde. Pour la France, c'est un virage historique depuis 1936 ; et pour tous les pays européens, cela va donner une nouvelle relance du socialisme démocratique — je pense à l'Espagne et au Portugal en particulier.

J'étais d'ailleurs avec plusieurs milliers de personnes, dimanche soir, en train de terminer le quatrième congrès du Parti socialiste portugais, quand nous avons reçu le premier flash et la première estimation.

J'ai annoncé la nouvelle peu après, avec un peu de réserve, et ce fut une explosion de joie inoubliable. Et, quand j'ai proclamé le résultat définitif, le spectacle était indescriptible : les gens pleuraient, s'embrassaient et brandissaient les coussins de couleur de leur siège. C'était aussi leur victoire.

— **Pensez-vous que cette victoire soit de nature à renforcer les liens de la France et du Portugal ?**

— La France a beaucoup de liens avec le Portugal. Près d'un million de Portugais vivent et travaillent en France, et puis j'ai passé ici quelque temps en exil. C'est pourquoi nous ressentons cette victoire comme une victoire pour nous aussi. Je connais François Mitterrand depuis longtemps. J'ai suivi, depuis la Seconde Guerre mondiale, sa carrière et sa vie politique, je connais ses livres, qui ont eu du succès au Portugal.

Après notre révolution de 1974, nous avons traduit *le Poing et la Rose*. Depuis 1974, nous avons eu un contact presque permanent dans le cadre de l'Internationale socialiste et dans le cadre bilatéral.

Nous avons voyagé ensemble en Amérique latine et au Canada, et François Mitterrand est venu une douzaine de fois au Portugal.

— **Qu'espérez-vous maintenant pour la France ?**

— J'ai ressenti un besoin physique d'être là, avec vous, pour fêter cette victoire. J'ai eu ce geste spontané de venir en France, de partager avec vous cette joie, et je regrette de ne pas avoir été à la Bastille.

J'espère que cet élan national et ce sursaut, que la France n'a pas connus depuis la Libération, se prolongeront par la victoire aux élections législatives.

Propos recueillis par Bruno DELAPALME

Les messages des capitales étrangères continuent d'affluer

François Mitterrand, nouveau président de la République française, a reçu mardi de nombreux messages de félicitations en provenance de l'étranger.

• **Cuba.** — Fidel Castro déclare que le « *triomphe électoral* » remporté par François Mitterrand « *peut être considéré comme historique. Votre victoire,* indique-t-il, *est la victoire du peuple français et de ses meilleures traditions. Elle peut permettre à la France, sous votre présidence, de réaliser un apport décisif à la détente et à la coexistence pacifique* ».

• **Espagne.** — L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République française a causé en Espagne une satisfaction tempérée de prudence.

A gauche, et notamment dans les rangs du Parti socialiste (PSOE), l'euphorie règne — la preuve en est le télégramme de Felipe Gonzales, secrétaire général du PSOE, dans lequel il tutoie François Mitterrand en « *camarade de parti* ». Dans les milieux parlementaires socialistes, on estime qu'une éventuelle consolidation de la victoire du PS français lors des prochaines législatives pourrait favoriser une victoire des socialistes espagnols aux législatives de 1983.

• **Tanzanie.** — Le président tanzanien, Julius Nyere a adressé ses félicitations au président élu, en soulignant que le programme de François Mitterrand comportait un renforcement des liens entre la France et le tiers monde.

• **Les chefs d'Etat de trois anciennes colonies portugaises** d'Afrique (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau) espèrent de cette élection un renforcement des relations entre leur pays et la France, et que cela constituera un pas de plus pour la détente en Europe et dans le monde, et pour la lutte contre le colonialisme.

Par ailleurs, de nombreux chefs d'Etat africains ont envoyé des messages dans lesquels ils estiment que cette élection ne pourra avoir que des « *répercussions positives* » sur la politique française en Afrique.

• **Le premier ministre de l'île Maurice,** sir Seewoosagur Ramgoolam, se dit de son côté « *confiant dans le fait que les liens historiques, culturels et les liens d'amitié qui unissent les deux pays s'affirmeront davantage* », et il ajoute que cette élection est une « *étape importante dans le triomphe du socialisme* ».

• **Le Sénat péruvien** a approuvé à l'unanimité dans la nuit de mardi à mercredi une motion de « *salut et félicitations à François Mitterrand pour son élection à la présidence de la République française* ». Cette motion formule également des souhaits pour le succès de sa gestion présidentielle, et « *exprime l'espoir que ce triomphe de la démocratie renforcera la prospérité du peuple français et les relations d'amitié et de coopération entre le Pérou et la France* ».

• **Les pays socialistes européens,** tout comme l'URSS, ont pris acte de cette victoire à l'élection présidentielle avec un réalisme prudent. Des nuances apparaissent cependant selon les pays. Un point fait l'unanimité : la victoire de la gauche exprime un mécontentement social et sanctionne les échecs d'un pays frappé par la crise du capitalisme. L'événement, estime-t-on, va dans le sens de l'histoire et confirme le « *diagnostic développé quotidiennement dans la presse des pays de l'Est* ».

• **Dans les capitales occidentales,** on note l'intention du président portugais, le général Antonio Ramalho Eanes, de se rendre à Paris pour assister à la prise de fonction de François Mitterrand.

• **Le président de la Confédération patronale de la production et du commerce chiliens,** Domingo Arteaga, en revanche, estime que cette élection « *n'est pas positive pour les relations économiques entre le Chili et la France* ».



Les petits matins des militants

Le secteur Entreprises de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône

De notre envoyée spéciale



« C'est précieux cette vente aux portes de l'entreprise pour les camarades. »

« *Il y a pas mal de copains qui ont félicité hier lundi leurs collègues socialistes dans l'entreprise. Et il n'étaient pas du parti !* » Pour Michel Carotenuto, permanent du secteur Entreprises à la fédération des Bouches-du-Rhône, les sections d'entreprise (SE) et les groupes socialistes d'entreprise (GSE) ont plus que jamais le vent en poupe, et l'on s'estime payé des efforts de ces derniers mois.

Jeudi dernier, à trois jours du second tour de l'élection présidentielle, le secteur Entreprises était encore à l'œuvre sur le terrain. Michel Carotenuto et Marius Bogey, responsables du GSE Banques et Caisse d'épargne, se tenaient postés, place Estrangin-Pastré, à la sortie de la bouche de métro. Ils étaient, une heure plus tard, à l'entrée de la caisse d'épargne. Puis le parcours les menait à la Banque de France, avant la tournée des autres banques et la halte, vers midi, aux portes de Procter et Gamble.

Ce matin-là, à Marseille, comme chaque matin ou presque depuis trois mois, les deux militants ont distribué près d'un millier de tracts, secondés ou pas, à l'intérieur de l'entreprise, selon les cas, par les socialistes. Une méthode efficace pour gagner les sympathies. Le secteur Entreprises en est convaincu. Ainsi, c'est 360 000 tracts, de trente-cinq sortes différentes chacun adapté chaque fois au problème local, qui ont été diffusés ces trois dernier mois. Sans compter le « materiel » acheté au siège, rue de Solférino à Paris.

« *C'est précieux, cette distribution aux portes, pour les camarades de l'entreprise,* explique Marius Bogey. *Au succès de l'opération, ils mesurent comment ils sont perçus sur le terrain. Et ils adaptent leurs actions.*

» *Ainsi, chaque matin,* raconte-t-il, *800 à 1 200 dockers, selon les arrivages, descendent sur les quais chercher du travail au bureau contral de la main-d'œuvre. On y est allé un matin à 5 heures, avec la camionnette, le mégaphone et la musique. On a passé l'air du parti, distribué les tracts et pris la parole. On ne savait pas trop comment ça allait marcher. Les camarades du port nous ont rassurés. On y est retourné souvent, depuis. Ceux de la CGT viennent nous poser des questions. On discute serré.* »

Depuis l'arrivée de Michel Pezet à la tête de la fédération des Bouches-du-Rhône, le secteur Entreprises a connu un essor sans précédent, dit-on à Paris, comme à Marseille. Le département compte aujourd'hui 17 GSE et 16 SE regroupant 700 adhérents, contre 570 il y a un an.

« *Pas facile pourtant de militer dans l'entreprise,* explique Michel Carotenuto. *Il vaut mieux être couvert par un mandat syndical !* » Et Marius Bogey rapporte les propos tenus par le directeur d'une administration de la cité phocéenne à deux militants socialistes : « *Si ce n'est pas Mitterrand, je vous charrie à la commission des conflits...* »

Aujourd'hui, le secteur Entreprises dispose d'un étage complet rue Montgrand, d'une secrétaire, d'un permanent. Chaque soir, « *c'est le point de rencontre pour les responsables de SE ou de GSE,* explique Michel Carotenuto. *Ils sont une vingtaine qui s'y retrouvent régulièrement* ».

Le secteur Entreprises, au lendemain de la victoire de François Mitterrand, se donne juste quelques jours de répit. Dès vendredi, la tournée des usines reprend. « *On commence par le site de Gardanne et le carreau de la mine.* »

Catherine MAUSSION

Veto américain au gaz sibérien

LE gigantesque projet de développement du gaz naturel en Yakoutie du Sud (Sibérie), auquel devaient participer l'URSS, le Japon et les Etats-Unis, sera probablement abandonné à la suite du retrait de la compagnie El Paso, l'une des deux entreprises américaines qui devaient y collaborer, écrit, mardi, le journal japonais *Yomiuri Shimbun*.

El Paso, selon le journal, a décidé de renoncer à participer à tout projet d'exploitation de réserves de gaz à l'étranger.

Le *Yomiuri* se demande si la décision d'El Paso ne serait pas en rapport avec la « ligne dure » adoptée par l'administration Reagan à l'égard de l'URSS. Le projet sibérien avait été « gelé » dans le cadre des sanctions économiques américaines contre Moscou, imposées à la suite de l'intervention soviétique en Afghanistan.

BREF

• **Giscard** a chargé Raymond Barre de préparer un document « *décrivant de manière précise l'état économique et social de la France à la fin du mois d'avril 1981* ». Le premier ministre présentera ce document, en principe, au cours du dernier Conseil des ministres, qui devrait avoir lieu le mercredi 20 mai.

Les salariés de Veglia manifestent à Amiens

REFUSANT les cent quinze nouveaux licenciements (cent trente et un avant le premier tour des élections), l'ensemble des salariés des établissements Veglia à Amiens (Somme) ont été manifester, mardi, devant la préfecture de la ville. Faisant partie du groupe italien Borletti, la société Veglia fabrique des compteurs et autres éléments de tableaux de bord pour automobiles. Sur les mille personnes employées, la majorité sont des femmes. Les syndicats représentés chez Veglia, la CGT et la CFDT, ont décidé de mener leurs actions conjointement. On peut rappeler que la région d'Amiens est particulièrement touchée par la crise automobile puisqu'un salarié sur trois travaille dans ce secteur.

• **Répression syndicale chez Quelin.** La direction de l'entreprise Quelin à Vanves (Hauts-de-Seine), spécialisée dans la réfection des monuments historiques, veut provoquer le licenciement pour cause économique de Chantal Martinet, comptable depuis trois ans dans la société. Motif évoqué pour ce licenciement de Mme Martinet, déléguée syndicale CFDT l'embauche d'une personne d'une qualification identique il y a six mois. L'inspection du travail doit se prononcer le 15 mai.

Papon veut semer la panique

Le Syndicat national des impôts CFDT souligne, mardi 12 mai, « *qu'après la pause fiscale décrétée le 5 mars dernier par le pouvoir, le ministre du Budget a donné, maintenant que Giscard est battu, des consignes pour débloquer, toutes affaires cessantes, les milliers de notifications, rappels d'impôts, avis de vérification et autres procédures en attente depuis plus de deux mois. Il s'agit d'accréditer l'idée que la victoire de François Mitterrand va se traduire par un regain de tracassseries administratives* ».

• **La direction d'Eurodif,** seule usine civile européenne d'enrichissement d'uranium par diffusion gazeuse, a annoncé, mardi 12 mai, la mise en marche de la dernière grosse tranche de son usine du Tricastin, située à Pierrelatte (Drôme).

• **L'actualité des ports du littoral** et une partie du trafic des ferries desservant la Grande-Bretagne et la Corse risquaient d'être perturbés pendant trois jours à partir de mercredi.

En effet, l'intersyndicale a lancé, pour les 13, 14 et 15 mai, un appel à la grève aux quatre mille officiers et marins travaillant dans les ports (remorquage, dragage, balisage, passage d'eau, bacs et activités diverses) et à ceux des bateaux français assurant les liaisons avec la Grande-Bretagne et la Corse, pour appuyer leur demande de revalorisation des retraites. Un service minimal assurera la liaison avec la Corse.

Hormones dans l'élevage : pas d'accord à Bruxelles

Les ministres de l'Agriculture des dix pays de la CEE ne sont parvenus à aucun accord, mardi soir à Bruxelles, sur une réglementation interdisant l'utilisation des hormones dans l'élevage.

La France a refusé que soit adopté un texte interdisant deux catégories d'hormones (stilbène et thyréostatique), estimant qu'une telle décision serait une « véritable provocation » pour les consommateurs.

CGC

La course au pouvoir

PAUL MARCHELLI « *prendrait la tête d'une opposition constructive* » s'il n'est pas élu délégué général ou secrétaire général de la CGC, le 23 mai, par le congrès de la confédération qui se tiendra à Nanterre (Hauts-de-Seine).

Dans une interview à *Sud-Ouest* publiée le 13 mai, le secrétaire général adjoint indique que la Fédération de la métallurgie — dont il est le président — lui a demandé de presenter sa candidature à ces deux postes pour être véritablement le numéro deux de la CGC après le président Jean Menu. S'il est battu, il ne sera plus membre du bureau confédéral.

« *Jusqu'à présent,* dit-il, *j'avais l'apparence d'un numéro deux, mais je n'avais pas la réalité du pouvoir au côté du président.* » Il semble « *important* » à Paul Marchelli que la CGC « *se manifeste plus fermement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent* ».

Jean de Santis (VRP) et Jean Menin (chimie) se représentent également, respectivement, aux postes de délégué général et de secrétaire général qu'ils détiennent actuellement.

Paul Marchelli annonce d'autre part qu'il ne « *s'oppose pas* » à l'idée de remplacer Jean Menu à la présidence de la CGC qui lui est suggérée par la Fédération de la métallurgie. « *Jean Menu est officiellement en retraite à partir du 1er avril 1982 et demande la prolongation de son mandat pour deux ou trois ans* », précise-t-il.

« *D'autres hypothèses que ma candidature sont en préparation* », ajoute le secrétaire général adjoint qui met en cause « *les hommes qui font pression sur M. Menu et font en sorte que je me fasse renvoyer du bureau confédéral. Ils relèvent de la franc-maçonnerie qui a pénétré la CGC, avec à leur tête Jean-Louis Mandinaud (pétrole) qui vise la présidence. Nous sommes déçus par la position de Menu. Etant donné ce que nous avons fait pour la CGC et pour lui, son « lâchage » manque pour le moins d'élégance.* »

Interrogé sur les raisons de la défaite de M. Giscard d'Estaing, Paul Marchelli a déclaré : « *C'est bien fait. Il a été battu parce qu'il a perdu la confiance des Français ; parce qu'il nous a raconté trop d'histoires ; parce qu'il n'a pas voulu écouter quand nous avons proposé une autre politique économique.* » Sur la victoire de François Mitterrand, le secrétaire général adjoint de la CGC estime n'avoir pas à « *porter de jugement politique en tant que syndicaliste. Nous attendons maintenant le maçon au pied du mur* ».

Avant de partir on réprime

La fédération des finances CFDT indique, mardi 12 mai, qu'elle appellera « *tous les agents des impôts à une grève nationale si le ministère du Budget et la Direction générale des impôts s'acharnaient à convoquer devant un conseil de discipline des grévistes du Cadastre de Paris, avant l'installation de François Mitterrand* ». Après la longue grève du Cadastre de Paris, la CFDT précise que deux militants de la CFDT sont convoqués ès qualités devant le conseil de discipline les 15 et 18 mai, et que vingt-quatre autres grévistes reçoivent des avertissements et des blâmes.

Haro sur les fraudeurs du fisc

LES syndicats des impôts CGT et CFDT de la Côte-d'Or et le syndicat général des impôts Force ouvrière déclarent, dans deux communiqués séparés, qu'il faut s'attendre dans les jours à venir à une multiplication des rappels adressés aux contribuables. Celle-ci fait suite aux « *instructions de leur direction générale pour suspendre les contrôles et différer les notifications* », avant les élections.

« *Ces notifications, accumulées pendant trois mois, vont être expédiées maintenant en quelques jours, dit le communiqué.* »

Force ouvrière demande aux quelque 78 000 agents concernés de se montrer « *très vigilants* » à l'égard de toute intervention qui compromettrait « *le fonctionnement normal du service* ».

Moins de pétrole pour davantage de dollars

LA France a réduit de 16 % (de cinq millions de tonnes en valeur absolue) ses importations de pétrole brut, au cours du premier trimestre de 1981, avec 25,56 millions de tonnes, contre 30,6 lors de la période correspondante de 1980, selon les statistiques douanières.

Malgré cette baisse des quantités, le coût des importations s'est accru globalement de 20 %, avec 33 milliards de francs contre 27,47 milliards. Sur l'ensemble du premier trimestre, le coût unitaire de la tonne de pétrole est passé, en effet, selon le bulletin de l'industrie pétrolière, à 1 291 francs contre 891 francs l'an dernier à la même époque, soit une augmentation de 44 %.

Plus de la moitié de ces livraisons de brut (53,40 %) proviennent d'Arabie Saoudite en raison du supplément versé pour remplacer le pétrole irakien. Depuis le début avril, ce contrat, qui portait sur 100 000 barils par jour, n'est plus en vigueur, à la suite de la demande de la France qui considère la situation de son approvisionnement comme satisfaisante.

Les autres principaux fournisseurs de la Fance sont le Nigeria (8,91 %), Abou Dhabi (6,69 %) et l'Union soviétique (4,38 %).

La Bourse ne brade plus, elle solde

LE vent de panique s'est quelque peu calmé, mardi 12 mai, sur les marchés financiers. A la Bourse de Paris, la « *grande braderie* » de la veille a fait place aux soldes : une centaine des valeurs françaises, contre une douzaine lundi, ont pu être cotées sur le marché à terme, accusant toutefois une baisse allant jusqu'à 22 % sur les cours affichés vendredi dernier.

Les ordres de ventes ont continué d'arriver, mais, contrairement à ce qui s'est passé lundi (*Combat socialiste* du 12 mai), quelques ordres d'achat se sont manifestés, permettant un équilibre entre l'offre et la demande à des niveaux pas trop catastrophiques. Les « *gendarmes* » institutionnels (Caisse des dépôts, caisses de retraites...) ont par ailleurs organisé une défense sur l'incitation des pouvoirs publics.

Les propos de Jacques Delors et de Yves Flornoy, syndic des agents de change, ont également permis de calmer quelque peu les esprits. « *Je voudrais dire aux petits épargnants que la nationalisation, quand elle aura lieu, n'est pas la spoliation* », a affirmé Jacques Delors. Quant à Yves Flornoy, il a estimé que le marché boursier devrait se stabiliser,

Quelques titres de sociétés nationalisables ont même pu être négociés, comme celles de Thomson-Brandt, en baisse de 22 %, du Crédit du Nord (– 21 %) et de Marine-Wendel (– 20 %). Une demi-douzaine de valeurs relevées dans le secteur de la consommation et de la distribution ont affiché des cours en légère hausse (0,7 % à 3 %).

Certains agents de change ont souligné devant la presse que la situation nouvelle créée par l'élection de François Mitterrand pouvait même bénéficier à certains secteurs.

Meilleur comportement du franc

Sur le marché des changes, le franc a continué de reculer, mais dans des proportions moindres que la veille. Pour soutenir la monnaie, la Banque de France a d'ailleurs procédé à une augmentation des taux d'intérêt. Son taux directeur, qui sert de référence au marché monétaire, est passé de 13,5 % à 16 %.

Quant à l'or, il a poursuivi sa hausse à Paris : le napoléon, après avoir progressé, lundi, de près de 8 %, a encore gagné 6,5 % à 950 francs.

Quelle peur?

Y a-t-il une véritable démocratie financière?

Les petits porteurs ont-ils réellement les moyens de se défendre face aux gros investisseurs?

Pourquoi les événements politiques influencent-ils directement ce qui se passe à la corbeille?

Comment les porteurs de titres d'entreprises nationalisables seront-ils indemnisés?

Telles étaient quelques-unes des questions que les téléspectateurs ont posées, au lendemain de l'élection de François Mitterrand, aux spécialistes invités de l'émission télévisée de mardi soir : « Grosses Affaires et petits porteurs », ou qu'est-ce que la Bourse?

« La Bourse existe depuis le milieu du premier empire. Elle a connu diverses révolutions : l'emprunt russe, les nationalisations de 1945. De tous ces événements, la Bourse s'est toujours remise », devait rappeler Yves Flornoy, syndic des agents de change, ce qui devrait ramener à plus de raison tous ceux qui — gros ou petits porteurs — ont cédé à la peur à l'annonce de l'élection du président socialiste.

Et Pierre Uri d'affirmer : « *Oui, le marché financier subsistera.* »

FO Attention au dérapage des prix

André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, vient d'attirer l'attention de François Mitterrand sur le dérapage des prix qui se produirait tant à la production qu'à la consommation. Il n'est pas possible de laisser la situation s'aggraver comme c'est le cas actuellement, estime dans sa lettre le secrétaire de FO.

« *Il suffit pour s'en rendre compte de se promener sur le marché* » nous a précisé André Bergeron, qui signale que l'information lui vient de différents points de son organisation

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

- la création
- l'organisation
- la gestion
- le développement de leurs réseaux de transports de voyageurs

156, rue de l'Université 75326 PARIS Cedex 07 - Tél : 550.32.04

Une semaine après Bobby Sands

Ulster : mort d'un deuxième gréviste de la faim

Une semaine après le décès de Bobby Sands, un autre gréviste de la faim, Francis Hughes, est mort mardi soir à Belfast. De violentes manifestations catholiques ont eu lieu à l'annonce de cette nouvelle : un manifestant a été tué par balles et un soldat blessé.

LA mort de Francis Hughes, âgé de vingt-cinq ans, à la suite d'une grève de la faim de cinquante-neuf jours, n'a pas ému outre mesure le gouvernement britannique. Les milieux officiels londoniens laissaient entendre que la position du gouvernement britannique sur le statut politique restait inchangé.

Pour Londres, les républicains irlandais ne sont que des détenus de droit commun... alors qu'ils sont pourtant condamnés par des juridictions d'exception. Margaret Thatcher accepte donc froidement de laisser mourir d'autres détenus républicains : Patsy O'Hara et Raymond McCreesch, qui en étaient mercredi à leur cinquante-troisième jour de grève de la faim. Et un troisième détenu, Joe McDonnel, a entrepris le même mouvement il y a cinq jours.

A Belfast, la population catholique a réagi vivement à l'annonce de la mort de Hughes. Bien que le nombre de manifestants ait été, semble-t-il, moins élevé que lors du décès de Bobby Sands, des heurts plus durs que les précédents ont éclaté.

Des hommes armés ont ainsi fait feu sur les véhicules militaires britanniques et sur la police. La nuit tombée, plusieurs véhicules avaient été érigés en barricades et incendiés. En divers endroits, pierres et cocktails Molotov préparés en hâte avaient été lancés sur les forces de l'ordre, qui avaient riposté par des tirs de balles de plastique.

Bilan : un manifestant de vingt et un ans tué et un soldat britannique légèrement blessé.

A Dublin, capitale de l'Irlande du Sud, plusieurs centaines de manifestants ont tenté, mardi soir, de marcher sur l'ambassade de Grande-Bretagne après l'annonce de la mort de Francis Hughes. Les policiers ont chargé à plusieurs reprises pour disperser les manifestants qui lançaient sur eux des pierres et des bouteilles.

La présence des forces de l'ordre avait été renforcée aux abords de l'ambassade, ainsi qu'autour de plusieurs établissements britanniques.

Le premier ministre de la république d'Irlande du Sud, Charles Haughey, qui avait, depuis le début de la crise, évité d'interpeller directement Margaret Thatcher, est sorti de sa réserve.

Réagissant très énergiquement à l'annonce de la mort de Hughes, il a déclaré : « *Aucun gouvernement irlandais ne peut plus rester indifférent face à ces morts répétées. Cette dernière mort exige, avec encore plus d'urgence, qu'une solution soit trouvée pour mettre fin à la terrible situation actuelle.* »

A noter par ailleurs que l'agence soviétique Tass a condamné sévèrement, mardi, la politique britannique en Ulster, estimant que « *Londres continue d'ignorer les problèmes socio-économiques de cette province et refuse un règlement politique* ».



Déjà, le 4 mai dernier, la mort de Bobby Sands avait provoqué de violentes manifestations à Belfast. (Photo Henri Bureau/Sygma)

Prague prépare un nouveau procès

Lionel Jospin demande la libération des inculpés tchécoslovaques et français

L'ARRESTATION récente de deux jeunes Français à la frontière tchécoslovaque a finalement été le prélude a un vaste coup de filet.

Sur vingt-six personnes interpelées ces jours derniers, dans les milieux de la « Charte 77 » et de l'opposition tchécoslovaque, après l'arrestation le 28 avril de Françoise Anis et de Gilles Thonon, quatorze ont été inculpées « *d'activités subversives graves en liaison avec l'étranger* ». Elles risquent dix ans de prison.

Six des inculpés seulement ont été laissés en liberté, notamment le plus connu d'entre eux, l'ancien ministres des Affaires étrangères Jiri Hajek. Parmi les autres inculpés, on rElève les noms des écrivains Eva Kanturowa et Milan Simecka, du poète Jaromir Horec, du philosophe Miroslav Kusy, de l'historien Josef Jablonecki et des journalistes Karel Kyncl et Jan Ruml.

Il serait reproché aux deux jeunes Français d'avoir transporté dans leur voiture deux cent kilos de « *documents subversifs d'origine française et italienne, et de l'argent* » (le montant de la somme n'est pas précisé), destinés à des citoyens tchécoslovaques de Prague, Brno et Bratislava.

En vue de prévenir un nouveau procès pour délit d'opinion, Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a lancé mardi, à Paris, un appel pour la libération des inculpés tchécoslovaques et français.

Un Américain peut-il empêcher la guerre ?

Washington espère que la présence de Philip Habib empêchera le déclenchement d'un conflit israélo-syrien

WASHINGTON espérerait prévenir la guerre israélo-syrienne au Liban en maintenant aussi longtemps que nécessaire l'envoyé spécial de Ronald Reagan au Proche-Orient.

« *Les Etats-Unis espèrent qu'aucune activité militaire ne se produira tant que Philip Habib restera dans la région* », a déclaré mardi soir le porte-parole du département d'Etat, Dean Fisher. De son côté, le secrétaire d'Etat, le général Alexander Haig, affirmait qu'il avait « *très bon espoir de voir se normaliser rapidement* » la situation au Liban.

Sur le terrain, les avions israéliens qui survolaient la plaine de la Bekaa ont essuyé le feu des batteries de missiles syriens. Tel-Aviv a démenti la perte d'un de ses avions, annoncée par Damas.

En Israël, le premier ministre, Menahem Begin, a reçu très froidement le président du Conseil des ministres de la Communauté européenne, le Néerlandais Christopher Van der Klauw. Il lui a demandé pourquoi la CEE « *s'arrogeait le droit de décider ce qui était bon ou mauvais pour la sécurité d'Israël* », faisant référence, a-t-il précisé, au communiqué de Venise de la CEE, au terme duquel un Etat palestinien devrait être créé.

Le Costa Rica rompt ses relations avec Cuba

LA rupture des relations consulaires avec Cuba, décidée lundi par le Costa Rica, a provoqué des commentaires contradictoires.

Alors que le président Rodrigo Carazo, du Costa Rica, affirme que la rupture était due à une note cubaine, datant de décembre 1980, jugée offensante par le gouvernement conservateur du Costa Rica, l'opposition social-démocrate a qualifié de ridicule cet argument. En fait, il semble que le président Carazo ait cédé aux pressions des Etats-Unis afin de préparer ainsi l'opinion publique à la prochaine fermeture de l'ambassade d'URSS, à San José.

Les quatre diplomates cubains en poste au Costa Rica devront quitter le pays avant jeudi soir.

EN 24 HEURES

ANGLETERRE
Accords avec Schmidt

Londres et Bonn sont persuadés que l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand n'apportera pas de changement fondamental dans la politique extérieure de la France. Telle est la conclusion à laquelle sont arrivés, à Londres, Margaret Thatcher, premier ministre britannique, et Helmut Schmidt, chancelier ouest-allemand.

DANEMARK
Crise du cabinet

Le cabinet social-démocrate du premier ministre Anker Joergensen a suspendu mardi soir, dans une atmosphère de crise gouvernementale, les négociations engagées sur la définition du programme économique à mener jusqu'en 1982.

MEXIQUE
Trois ambassades occupées

Les ambassades de Finlande, de Norvège et de Suisse ont été occupées pendant quelques heures, mardi, par des paysans, qui se sont retirés pacifiquement. Les manifestants entendaient ainsi faire mieux connaître leurs revendications : fin de la répression contre les paysans de l'opposition, démocratisation du syndicat paysan et augmentation des revenus.

SUEDE
Crise en cours

Chef du parti conservateur, Goesta Bohmann a proposé de reconstituer, sous sa direction, un cabinet de coalition tripartite « bourgeois », avec les centristes et les libéraux.

URSS
Goldsmith accusé

La revue *Sovietskaïa Koultoura* accuse mardi la grande presse occidentale d'être « *à la solde des barons de la haute finance* » et s'en prend particulièrement à Jimmy Goldsmith, porpriétaire de *l'Express*. Robert Hersant et Rupert Murdoch sont également cités.

ETATS-UNIS
Discours de Reagan

Le président Ronald Reagan, qui voulait prononcer dimanche son premier grand discours de politique étrangère, s'est aperçu que plusieurs options importantes dans ce domaine sont encore mal définies.

VENEZUELA
Réunion du tiers monde

Cent vingt-deux pays en voie de développement se réunissent à Caracas, du 13 au 19 mai, afin de poursuivre le dialogue Nord-Sud et d'établir une stratégie commune face aux pays industrialisés. Des mesures concrètes seront notamment prises en faveur des trente pays les plus pauvres, rassemblés dans le « Groupe des trente ».

ESPAGNE
Questions du PSOE

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a demandé la comparution du ministre de la Défense, Alberto Oliart, devant la commission de défense des Cortès, afin qu'il s'explique clairement sur la politique du gouvernement après le coup d'Etat manqué du 23 février. Selon le PSOE, une série d'informations sont « *peu ou mal expliquées* ».

ALLEMAGNE
Un prix de la paix allemand pour un exilé politique soviétique

Les libraires ouest-allemands ont décerné leur Prix de la paix 1981 à l'écrivain apatride Lev Kopelev, soixante-neuf ans, qui vit en exil à Cologne depuis qu'il a été déchu de sa nationalité soviétique en janvier dernier.

Un brillant économiste démissionne du comité central

Crise dans le PC espagnol après le départ de Tamames

Député et maire adjoint de Madrid, Ramon Tamames reproche à Santiago Carrillo, dont il était le successeur possible, de ne pas avoir modernisé le Parti communiste espagnol

LE Parti communiste espagnol se trouve confronté à une nouvelle crise grave interne après le départ lundi de Ramon Tamames, membre du comité central, considéré jusqu'alors comme un des dauphins et possible successeur du secrétaire général, Santiago Carrillo.

Après vingt-cinq ans de militantisme, dont six comme membre du comité central, Tamames, économiste de renom, député et maire adjoint de Madrid, a officiellement abandonné le PCE, après avoir échoué dans sa tentative de le démocratiser et de le décentraliser.

Dans une lettre adressée au comité central du PCE, il a affirmé que celui-ci a *« cessé d'être la force de transformation et de modernisation dont l'Espagne a besoin »*. Le PCE, a-t-il ajouté, n'a pas mené à bien la démocratisation, la décentralisation, la réorganisation et la rénovation qui étaient indispensables.

Au cours de la dernière réunion du comité central, du 4 au 8 mai dernier, Tamames avait présenté cinquante et un amendements dans ce sens à la résolution politique adoptée, qui avaient tous été rejetés.

La démission de Tamames pourrait déclencher celles de nombreux autres intellectuels, qui reprochent notamment au parti son manque de démocratie interne.

Le courant rénovateur

La dernière réunion du comité central du PCE avait révélé que vingt-six de ses cent membres, pour la plupart des intellectuels ou membres de professions libérales, partagent les inquiétudes de Tamames et se sont constitués en un courant qui se veut *« eurocommuniste critique »* ou *« rénovateur »*.

Ce courant critique s'ajoute à celui déjà existant des *« prosoviétiques »*, qui avaient notamment triomphé au sein de la branche catalane du PCE, le Parti socialiste unifié catalan (PSUC), quand celui-ci avait abandonné la politique eurocommuniste, en janvier dernier.

Dans ces conditions, le leadership de Carrillo est de plus en plus contesté au sein du parti. Son prochain congrès, qui devrait se tenir en juillet prochain, s'annonce d'ores et déjà houleux.

La fronde chez les intellectuels communistes a commencé à se manifester au lendemain de la légalisation du parti, en 1977, et n'a cessé de croître depuis.

Les intellectuels reprochent notamment à la *« gérontocratie »* qui dirige le PCE de n'avoir pas su s'adapter aux conditions de la démocratie en Espagne et de gouverner sans consulter la base. Ils refusent de se plier au centralisme démocratique, *« cette fausse démocratie à huis clos »*, comme le qualifie Tamames, et exigent un changement d'hommes et de structures.

Ils supportent mal une discipline imposée à leurs yeux par *« une poignée de dirigeants, toujours les mêmes depuis 1960 »*, date à laquelle Carrillo a pris la direction effective du parti.

Tamames aurait notamment voulu que le PCE adopte une structure fédérale et avait proposé la formation d'une direction collégiale, avec à sa tête un « coordinateur », qui remplace le secrétaire général.

Les intellectuels

Par ailleurs, les intellectuels communistes, qui avaient constitué l'essentiel de l'infrastructure du parti à l'intérieur de l'Espagne, pendant les années de la clandestinité, en veulent à la direction de les avoir écartés des postes de responsabilité après 1977, au profit de dirigeants venus de l'étranger.

La démission de Tamames est la dernière d'une longue liste qui inclut, depuis 1977, celles notamment de Eugenio Triana, Mario Trinidad, Carlos Borasteros et José Maria Mohedano, tous membres du comité central.

Après son départ du Parti communiste, Tamames, qui passera au groupe mixte du congrès des députés, devrait jouer un rôle actif dans la formation de l'*« Association pour la défense de la Constitution »*. Cette association, à laquelle ont déjà adhéré des hommes politiques et des intellectuels venus d'horizons différents, se propose la *« régénération de la classe politique »* qui les a déçus par son manque de réaction et son peu de fermeté dans la défense de la démocratie, après le putsch manqué du 23 février dernier. (AFP).



Secrétaire général du PC espagnol, Santiago Carrillo vient de perdre un de ses meilleurs économistes. (Photo Cover/Gamma)



Défense : victoire de Reagan à l'ONU

LES ministres de la Défense de l'OTAN (France non comprise) sont tombés d'accord, mardi à Bruxelles, sur un objectif d'augmentation de 3 % des budgets militaires annuels de l'Alliance, en termes réels, a annoncé un haut fonctionnaire américain.

Cet accord, annoncé avant la fin de la réunion des ministres, est considéré par les observateurs comme un succès pour l'administration Reagan, bien que l'objectif de 3 % en termes réels ait été « réaménagé », notamment pour qu'y soient incluses des dépenses jusque-là extérieures, telles les aides économiques à des pays alliés.

Jusqu'à mardi, une majorité de pays de l'Alliance, dont la RFA et la Grande-Bretagne, avaient clairement indiqué qu'ils n'étaient pas en mesure de respecter l'objectif d'augmentation des budgets militaires de 3 %, fixé par l'OTAN lors de sa session ministérielle de 1977.

Confession inédite à Solidarité

Les mémoires d'un censeur polonais

L'angoisse du gardien de plume au moment du coup de ciseaux, racontée à l'hebdomadaire du syndicat indépendant

LES temps sont difficiles pour les coupeurs de textes en Pologne depuis que Solidarité a revendiqué la réduction de la censure.

La loi n'est pas encore votée. Mais au train où vont les choses, sur la Vistule, tout censeur sensé doit songer à se reconvertir.

Pas si facile. Un vieux du métier nous apprend, dans une interview livrée à l'hebdomadaire Solidarité, qu'il y a toujours, chez tout bon censeur, un autocenseur qui s'éveille et que ça lui gâche le désir d'écrire.

La coupure est aisée, mais l'art en est difficile. Le jeu, c'est d'avoir assez de doigté pour que le lecteur n'ait pas la puce à l'oreille. Et les mutilations les plus subtiles sont récompensées par de bonnes primes.

Mais, plus l'auteur est habile à esquiver par son écriture le coup de ciseau qui crèverait l'œil, et plus le censeur est séduit par le texte. Il souffre le premier, dit-il, d'avoir à le massacrer.

Confessions d'un censeur solitaire. L'agent K - 62 a conservé l'anonymat (modestie oblige), pour avouer publiquement ses péchés dans les colonnes de Solidarité. Les ouvriers typographes ont dû menacer de faire grève pour que ces mémoires paraissent, et elles ont paru, avec finalement vingt-quatre heures de retard et six coups de ciseaux. Car si le censeur n'était pas sûr, la censure n'est pas encore sœur...

Pierre LI

ERTP
TRAVAUX PUBLICS & BATIMENT
244, rue du Faubourg des Postes - 59000 LILLE
Tél. : (20) 97.14.04

LA SOCIETE DE CREDIT IMMOBILIER DE BRETAGNE SUD
34, Rue Jules Legrand - 56105 LORIENT - Tél. 64-35-18

C'EST LA FETE DES FLEURS
Géraniums Fuchsias
Bégonias Pétunias
Sauges Œillets d'Inde
Roses d'Inde
Agératums Coléus
Impatiers Tomates Etc ...
FLEURS • PLANTS • PLANTS
DEUIL • MARIAGE
ÉTABLISSEMENTS HORTICOLES PATRICE GROS
39120 LE DESCHAUX ☎(84) 71 04 83

Objection, Votre Honneur !

Directeur de publication du *Guide de l'objecteur*, Damien Thébault comparaissait mardi 12 mai devant la 17e chambre correctionnelle à Paris, pour « provocation à l'insoumission » et « propagande » pour l'objection de conscience. Son procès a été renvoyé au mois de juin.

Suspendue pendant la campagne présidentielle, la chasse aux objecteurs et aux insoumis reprend cette semaine : à Evry, mercredi, Christian Dron est poursuivi pour « désertion en temps de paix » ; à Metz, le même jour, Michel Miegeville est jugé pour insoumission par le tribunal des forces armées ; à Nancy, jeudi, c'est la Fédération des objecteurs de conscience (FEDO) qui fait appel de la décision de dissolution prononcée à son encontre.



« Dis, grand ! tu me prêtes ton fusil pour qu'on joue à la guerre ? »

AUJOURD'HUI âgé de vingt-neuf ans et avocat stagiaire à Toulouse, Damien Thébault comparaissait mardi devant la 17e chambre correctionnelle, pour avoir été le directeur de publication du *Guide de l'objecteur*. Cette brochure, publiée régulièrement depuis 1975, permet aux jeunes appelés de s'y retrouver dans la jungle des textes et les aide à accomplir les démarches pour tenter d'obtenir le statut d'objecteur. Démarches d'autant moins faciles que l'article L50 du code du service national interdit la diffusion de la loi sur l'objection de conscience...

Appelé au service militaire en 1971, Damien Thébault demandait — et obtenait — le statut d'objecteur. Mais il refusait d'être affecté « autoritairement » à l'Office national des forêts *(voir encadré)*.

Pire, il formait les comités de lutte des objecteurs et fondait avec des amis la revue *Objections*, « bulletin de liaison antimilitariste »... Résultat : en 1978, il était condamné à huit mois de prison avec sursis pour insoumission au service civique. Or il est dangereux pour un avocat d'avoir un casier judiciaire... Septembre 1980 : nouvelles poursuites du parquet. On lui reproche d'avoir provoqué à l'insoumission et fait de la propagande *« tendant à inciter autrui à bénéficier des dispositions légales sur les objecteurs de conscience, dans le but exclusif de se soustraire aux obligations militaires »*.

Curieusement, ce n'est que cinq ans après sa diffusion que la revue, légalement déposée, est poursuivie. Etrange coïncidence, en août 1979 — soit un mois avant que l'instruction ne soit ouverte —, le journal *Minute* consacrait un article vengeur au « *Guide de l'objecteur*, intitulé pour l'occasion *Guide du parfait déserteur* ». Antoine Corté y fustigeait la mollesse des autorités : *« Pourquoi laisse-t-on l'antimilitarisme se développer sans intervenir ! »*

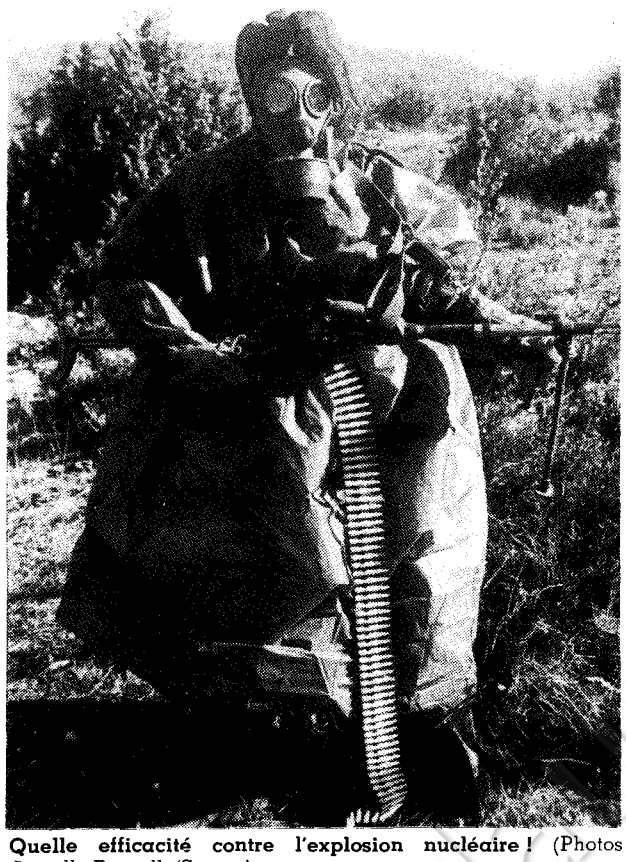
Défendre la liberté de la presse

» *Chaque fois qu'un journal est poursuivi, c'est la liberté de la presse qui s'amenuise, c'est la liberté d'expression qui est atteinte, c'est notre droit à l'information qui est restreint*, s'insurge Damien Thébault. *Or l'on cherche à interdire toute information sur l'objection, contrairement à la Belgique ou à l'Allemagne fédérale, où les autorités militaires l'autorisent. »*

Certaines municipalités socialistes distribuent aux jeunes conscrits des fascicules les informant sur leurs droits, mais les préfets veillent et introduisent des recours devant le tribunal administratif...

Le journaliste Daniel Guérin ; René Silvestre — directeur de publication de *l'Etudiant*, et qui pourrait lui aussi être poursuivi pour avoir eu le courage de publier la loi — ; Daniel Gentot, secrétaire national du Syndicat national des journalistes (SNJ) étaient venus témoigner à la barre au nom de la liberté de la presse. Ils n'auront pas été entendus : l'audience est renvoyée à plus tard...

Caroline PARENT



Quelle efficacité contre l'explosion nucléaire ! (Photos Armelle Brucelle/Sygma)

Un statut qui ne manque pas de sel

LE statut d'objecteur de conscience, conséquence des mouvements de contestation antimilitariste apparus pendant la guerre d'Algérie, fut concédé par le gouvernement en 1963. La loi n° 63-1255 fut rediscutée et incluse dans le code du service national en juin 1971. En une dizaine d'articles (L.41 à L.50), les législateurs ont établi un cadre juridique destiné à limiter la portée du phénomène, à restreindre le nombre d'objecteurs, à les pénaliser, à réduire la portée de leur engagement. En effet (L.41), seules les motivations « philosophiques et religieuses » peuvent être prises en compte par la commission du ministère des Armées, qui siège à huis clos.

Le statut d'objecteur ne peut être demandé que dans le mois qui suit la parution au Journal officiel *de la date d'appel de la fraction du contingent à laquelle appartient l'appelé — soit entre six et douze semaines avant son incorporation (L.42).*

Le service des objecteurs a une durée double de celle du service des appelés : accomplissant deux ans de service civil, les objecteurs sont affectés la première année à l'Office national des forêts. La seconde année, ils peuvent choisir diverses associations : Armée du salut, Compagnons d'Emaüs, Terre des hommes... (L.48).

Toute propagande, toute publicité pour cette loi, enfin, sont interdites.

Le nombre d'objecteurs ayant obtenu ce statut a été de huit cents en 1978 et de mille en 1979.

Objections : BP 70, 69202 Lyon.

VITE DIT... VITE FAIT...

Le Canard se déchaîne

Le Canard enchaîné *publie cette semaine les fac-similés d'un ordre d'arrestation de juifs signé par Maurice Papon en 1943, et d'un rapport de la Feldkommandantur 529 élogieux pour celui qui était à l'époque secrétaire général de la préfecture de Bordeaux.*

L'hebdomadaire avait déjà mis en cause le ministre du Budget la semaine dernière, à propos de la déportation de Bordeaux, sous l'occupation, de quelque 1 700 juifs. L'ordre d'arrestation, en date du 22 mars 1943, est adressé à l'intendant de police de Bordeaux, et vise 4 juifs hongrois qui, précise le document, devront être transférés « au camp d'internement de Drancy (Seine) avant mercredi 24 courant ». *Quant au rapport de la Feldkommandantur 529, en date du 21 juillet 1943, il est rédigé en allemand et conclut, selon la traduction donnée par* le Canard enchaîné *: M. Maurice Papon* « collabore sans problème avec la Feldkommandantur. Il est rapide et digne de confiance. Il n'y a jamais eu de plaintes élevées contre lui, ce qui laisse supposer qu'il est un représentant sincère de la politique du gouvernement actuel. »

MONNAIE DE SINGE

L'European American Bank (EAB) de New York, dont les chèques non endossés ont été volés dans la nuit de lundi à mardi, a annoncé mardi après-midi qu'après contrôle aucun de ces chèques ne s'avérait négociable. L'EAB a précisé que l'annonce qu'une partie du butin total de 34 millions de dollars pouvait être négociée par les voleurs était due à une erreur.

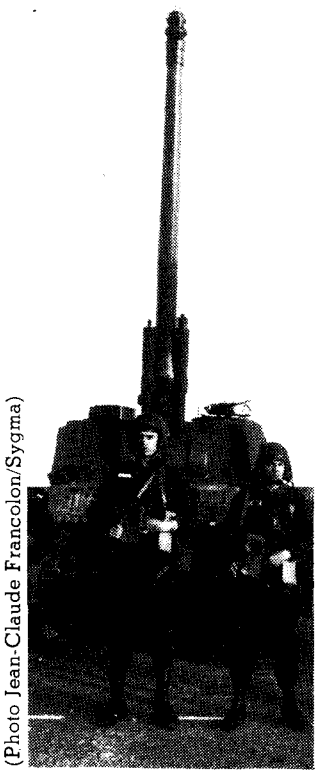
Un civil aux arrêts

IL s'appelle Michel Miegeville, il a à peine vingt ans et il est en prison. Son seul « crime » est d'avoir, lors de son incorporation, en décembre 1980, refusé de porter l'uniforme et les armes. Depuis maintenant cinq mois, il se trouve « aux arrêts », attendant son jugement devant une juridiction d'exception — le Tribunal permanent des forces armées (TPFA).

Le cheminement de Michel Miegeville n'a rien d'extraordinaire car, comme d'autres, il ne supporte pas le cadre qui lui est imposé. Il refuse de quitter son domicile, son travail ; il refuse de perdre son autonomie, son identité, et, dit-il, il ne veut pas apprendre à tuer. Il aurait pu demander un statut d'objecteur de conscience, mais cette loi qui autorise le refus de porter les armes n'est applicable que pour des « convictions religieuses ou philosophiques » (article 41) et indique, dans l'article 48, que « les objecteurs doivent effectuer un service civil double » *(deux ans actuellement).*

Michel Miegeville devait être jugé ce 13 mai devant le TPFA de Metz. Pour non-violence ; et parce qu'il conteste simplement l'hypocrisie du statut d'objecteur, il risque de dix-huit mois à deux ans de prison. Gros risque pour une simple objection...

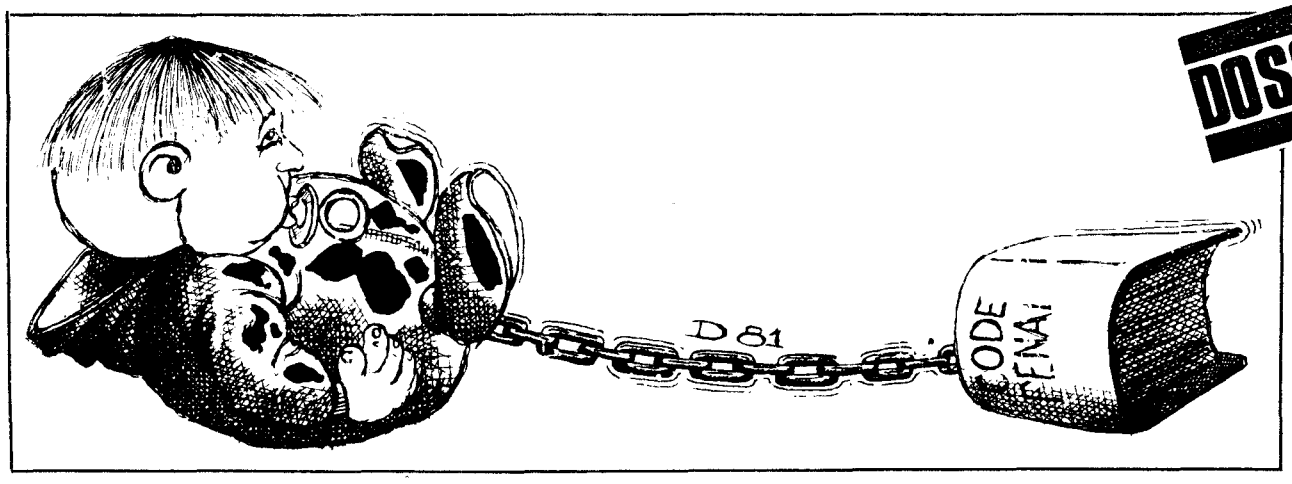
Denis DANGAIX



(Photo Jean-Claude Francolon/Sygma)

ETS HUYS-HEUNET
S.A. au capital de 530.000 F
TRAVAUX PUBLICS • VOIRIE • TERRASSEMENT
Assainissement • Réseaux divers
Devis gratuit sur demande
Siège : 20, rue de Lille - 59710 AVELIN
Tél. : (20) 32.91.74 et (20) 32.93.61

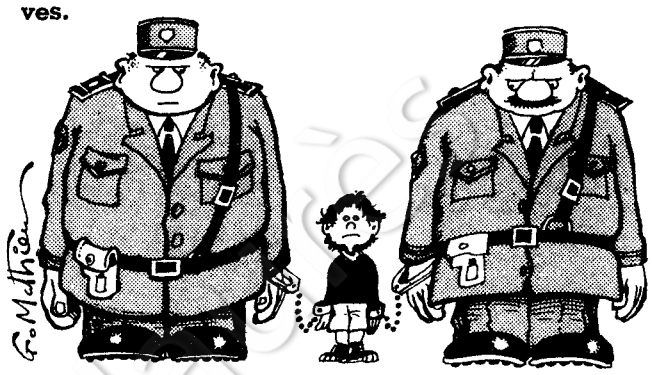
SOF - TRA - NET
Rue de lille
59250 HALLUIN - Tél. : 94.53.27
Collecte et exploitation d'usine d'incinération de la C.U.D.L.
Enlèvement et traitement des déchets industriels et commerciaux



DOSSIER

La en jeans

Plus de 6 000 mineurs auront été détenus en 1980, soit 41 % de plus qu'en 1979. Cette évolution est en contradiction avec l'ordonnance de 1945 sur la jeunesse délinquante. La loi est en effet formelle : le recours à la prison ne devrait être utilisé qu'après échec des mesures éducatives.



Justice à la dérive

DÉBORDÉS, — ils ont en moyenne 600 dossiers à traiter chaque année —, les juges pour enfants quittent souvent leurs fonctions avant même d'avoir compris les subtilités de leur métier. *« 30 % abandonnent la première année, et 50 % dans les deux ans qui suivent leur nomination »*, constate Jean-Paul Rosenczveig, juge pour enfants au tribunal de Versailles. La raison ? *« Beaucoup choisissent cette voie avec l'idée de jouer les saint Bernard. »* Les 30 à 35 nouveaux juges pour enfants nommés chaque année, sur les 230 en poste, ne tardent guère à perdre leurs illusions, d'autant qu'ils n'ont pas toujours les moyens de mener à bien leur mission.

En 1979, sur 124 tribunaux pour enfants, 55 étaient dotés d'un équipement de base complet (c'est-à-dire de services permettant l'accueil, l'orientation, l'observation et l'éducation des mineurs), tandis que 26 n'étaient que partiellement équipés et 43 dépourvus d'équipements.

L'opinion publique l'ignore ; mais les juges pour enfants travaillent beaucoup plus dans le secret de leur cabinet qu'ils ne siègent au tribunal. *« Je n'ai qu'une audience par mois »*, reconnaît Jean-Claude Xuereb, président du tribunal pour enfants de Paris. Dans son bureau situé dans la cour de la Sainte-Chapelle du Palais de justice, le magistrat reçoit chaque jour des parents dépassés par les événements, *« qui viennent demander conseil pour éduquer leurs enfants »* — que ceux-ci soient ou non déliquants ; écoute des mineurs venus se mettre sous sa protection ; lit les rapports que lui adressent les travailleurs sociaux (tirant le bilan des mesures prises à l'égard des jeunes) ; dépouille, enfin, les multiples requêtes pénales qui lui sont envoyées par le parquet.

La double et délicate mission des juges pour enfants est régie par deux textes : l'ordonnance du 2 février 1945 sur la jeunesse délinquante, et celle de 1958 sur l'enfance en danger.

Le premier texte n'autorise le juge à recourir à la prison qu'en cas d'« échec des mesures éducatives ». En tant que mineur, même délinquant, le jeune a droit à l'éducation, et, la loi est formelle, primauté doit être donnée à celle-ci sur la répression.

Le second texte élargit la compétence des juges sur l'ensemble des mineurs *« dont la santé, la moralité, l'hygiène sont en danger ou l'éducation compromise »*. Le gosse battu, fugueur, dont les aînés sont déjà fichés comme délinquants, peut ainsi faire l'objet d'une mesure. Les tâches des magistrats, on le voit, sont multiples, et non dépourvues d'ambiguïté.

« Pour les délinquants, c'est relativement clair, poursuit Jean-Claude Xuereb. *Lorsqu'une infraction est commise, elle peut donner lieu à un procès-verbal dressé par les policiers. Ce procès-verbal est alors transmis à un procureur qui instruit l'affaire et nous saisit. A moins que l'affaire ne soit classée. »*



« Si les mineurs ne sont pas délinquants en entrant, ils le sont en sortant. »

Un pourcentage très variable de délits le sont en effet. Les policiers n'en ont théoriquement pas le droit, mais la pratique est tolérée. Si le mineur qui a volé un disque, par exemple, n'est pas fiché, si sa famille est honorablement connue, il en sera quitte pour un sermon et ses parents, alertés, n'auront qu'à venir le chercher au commissariat.

« Quand les choses deviennent plus inquiétantes, en revanche, le procureur est alerté. Dans 25 à 30 % des cas, lui aussi choisit de classer l'affaire, sinon, les tribunaux seraient surchargés, ou décide au contraire de conduire la procédure. Le mineur est alors déféré. »

« Plus grave, les parquets violent l'ordonnance de 1945, souligne Jean-Claude Rosenczveig. *Tout acte de délinquance doit être soumis au juge pour enfants. Ce n'est qu'exceptionnellement que le procureur peut saisir le juge d'instruction. Dans trois cas précis : quand il s'agit d'affaires criminelles, d'affaires mixtes impliquant des mineurs et des majeurs, ou d'affaires complexes. Mais, comme le parquet sait que nous mettons moins souvent en prison, il a tendance à criminaliser les affaires afin de pouvoir placer les mineurs sous mandat de dépôt (voir* en encadré « Le bon exemple de Nanterre »).

Les juges pour enfants sont ainsi progressivement déssaisis de la délinquance juvénile. Au tribunal de Paris, jusqu'en 1976, dans 70 % des cas, le procureur saisissait le juge d'instruction...

« Celui-ci est plus sensible au maintien de l'ordre public et moins disposé à utiliser les mesures éducatives », confirme Jean-Claude Xuereb. Conséquence navrante : *« Beaucoup de mineurs connaissent la détention provisoire pour une première affaire. Or, à Fleury-Mérogis, il n'existe pas de quartier des mineurs. Le Centre des jeunes détenus (CJD) accueille des majeurs jusqu'à vingt-trois ans ; malheureusement, les plus dangereux ont entre dix-huit et vingt-trois ans. Si les mineurs ne sont pas délinquants en entrant, ils le sont en sortant. »* Pourtant, ce magistrat l'avoue, il lui arrive à lui aussi de prononcer des peines de prison. *« Souvent, nous sommes saisis tardivement par le jeu des classements sans suite. On a alors affaire à des multirécidivistes, face auxquels nous sommes complètement désarmés : il est trop tard pour engager un processus éducatif. »*

Il ne nie pas, il subit également les pressions de l'opinion publique. *« Il nous arrive de vouloir démontrer que nous ne sommes pas laxistes. On baigne dans un climat répressif. Alors que le pourcentage de mineurs auteurs d'un acte de délinquance violente n'excède pas cinq pour mille. »* ■

Le «bon» exemple

POUR Bernard Hatoux, 55 ans, procureur de la République à Nanterre, seule la sévérité est exemplaire. Lors de la rentrée solennelle du tribunal le 10 janvier 1980, il pourfend le laxisme des juges, dénonce l'échec de la rééducation, prône la répression. Lui croit aux vertus de la prison.

« Au sujet des mineurs agresseurs, tous les jours de tous côtés on dit « la police les arrête, la justice les relâche » ...) Le droit applicable aux mineurs délinquants est fixé par l'ordonnance de 1945, législation qui se voulait généreuse et réaliste, et qui paraissait offrir au magistrat une gamme de mesures, dont certaines tendent à l'action éducative à côté des sanctions pénales. (...) S'inspirant de doctrines anciennes (trente-cinq ans constituent une longue période en notre époque de mutations rapides) on privilégie le type de mesures les moins contraignantes en donnant l'impression d'ignorer les autres que pourtant la loi n'a pas exclues.

» Ainsi de remises à la famille en placements, d'admonestations en sursis, la Justice s'épuise à poursuivre sans résultat une action éducative qui se développe parallèlement à une série de récidives (...) N'est-il pas temps de faire un vigoureux redressement ? »

Le résultat ne s'est pas fait attendre : alors que la délinquance ne subissait pas d'évolution notable dans les Hauts-de-Seine, dans le mois qui suivait le nombre de mandats de dépôt décernés à des mineurs atteignait la trentaine, le double de la moyenne mensuelle de 1979.

La détention provisoire d'un mineur de treize à dix-huit ans ne saurait excéder dix jours s'il s'agit d'un délit. Il suffit de criminaliser ce dernier pour que le tour soit joué.

Les propos de Bernard Hatoux ne manquèrent pas de choquer. Dans un texte commun, les sections des Hauts-de-Seine du Syndicat des avocats de France (SAF) des syndicats des personnels de l'Education surveillée (CFDT, FO, SNEPS) et du Syndicat de la magistrature rappelaient qu'Alain Peyrefitte, avait affirmé dans une circulaire du 2 novembre 1978 « l'emprisonnement des enfants et des adolescents n'apporte au mieux qu'une satisfaction passagère au besoin d'ordre et au désir de sécurité que ressent l'opinion publique. Il prédispose en revanche à la récidive et plus profondément favorise l'inadaptation juvénile ». ■



« L'emprisonnement des enfants et des adolescents favorise l'inadaptation juvénile »

Le prix du premier accroc

EN 1979, 63 933 affaires impliquant des mineurs ont été jugées (57 813 concernaient des garçons, 6 120 des filles) ; un mineur étant en moyenne impliqué dans deux ou plusieurs affaires, ce n'est donc pas 63 933 délinquants qui ont été jugés. Le maniement des chiffres incite à beaucoup de précautions...

5 596 infractions concernent l'atteinte contre les personnes et 46 123 l'atteinte contre les biens (46 091 délits, dont 12 534 vols de véhicules à moteur) ; 341 jugements ont été rendus pour usage de drogue, 37 pour trafic, 13 pour les deux délits conjugués.

Au 31 décembre 1979 3 628 mineurs étaient détenus dans des établissements pénitentiaires (1 443 sur ordonnance du juge des enfants, 2 185 sur celle du juge d'instruction).

Mais, au cours de l'année, 4 959 mineurs avaient été placés en détention provisoire, 4 125 condamnés à des peines de prison ferme, 9 821 à des peines assorties du sursis.

Au 31 décembre 1979, 65 793 mineurs étaient suivis par un service d'observation, d'orientation, de rééducation en milieu ouvert, dont 59 834 dans leur famille ; 10 388 étaient en liberté surveillée, 3 500 hébergés dans les 322 établissements d'éducation surveillée. ■

délinquance et en baskets

De 1979 à 1980, le nombre des mineurs en prison a augmenté de 41 %

Encore faudrait-il que celles-ci puissent être appliquées. Dessaisis d'un nombre important d'affaires, les juges pour enfants s'inquiètent. De leur côté les éducateurs se plaignent de ne plus avoir les moyens de mener à bien leur mission.

Il existe pourtant une alternative à la répression.

par Carine LENFANT



Chiens perdus sans collier

CHEVEUX rasés, anneau dans l'oreille, tatouage au bras gauche, Pedro à seize ans et demi, se donne l'air d'un dur.

A quatorze ans, ce fils d'immigrés portugais traînait, désœuvré, dans la rue: « *On m'a placé ici parce que je n'allais plus à l'école depuis six mois* », prétend-il, le regard fuyant. Elève de 1re année dans un CET, il rêvait de faire de la mécanique automobile, mais on l'a orienté vers la mécanique générale, sans lui demander son avis. « *Cela ne me plaisait pas* », murmure-t-il boudeur. Mauvais rapports avec ses professeurs, conflit ouvert avec son beau-père, il n'a pas tardé à faire ce qu'il nomme pudiquement des « conneries ». Suffisamment nombreuses pour que les flics le repèrent. D'autant que ses trois frères avaient tous eu des démêlés avec la justice.

L'un d'eux purge actuellement une « grosse peine » à Fresnes: « *Il avait passé son CAP de menuisier à Fleury, mais il n'arrivait pas à se lever le matin, il a replongé...* » Délits répétés, Pedro, un beau jour, a été déféré au Parquet. Le juge pour enfants, saisi, lui a proposé un marché: « *Tu acceptes d'aller dans un foyer ou tu vas en prison.* » Pedro a préféré évidemment la première solution. Depuis deux ans et demi, il prépare donc un CAP de peintre à l'ISES. A raison de vingt-six heures d'atelier par semaine et de dix heures de cours, il n'a guère le temps de faire des bêtises Pâques, il se sent un peu plus libre; il n'est plus interne, mais demi-pensionnaire. Le soir, il rentre chez lui. Malgré deux heures de transport quotidiennes, il préfère. « *Ici, il fallait se coucher de bonne heure, à 21 h 30, quand il n'y avait pas la télé.* »

Samuel, qui vient pour la enième fois lui « *piquer un clope* », à quatorze ans, en paraît à peine dix. Il a souffert toute sa vie de malnutrition. Ses parents sont alcooliques. Le père, violent, est barman, la mère est débordée par ses rejetons: dix, âgés de six mois à seize ans...

Les gosses couchent à la maison sur des sièges de voiture, et à trois mois les nourrissons doivent se débrouiller comme ils peuvent: on se contente de poser à côté d'eux un biberon...

Samuel est interne à l'ISES depuis deux ans. Lui non plus n'allait pas à l'école, il a commencé de fuguer à neuf ans. Il disparaissait de chez lui quelques jours, puis quelques semaines. « *Au début, mon père me cherchait, après il ne s'inquiétait même plus* ». Dénoncé à la suite d'un tapage nocturne par les voisins du garçon de dix-neuf ans qui l'hébergeait, il s'est retrouvé au dépôt.

Alerté aussitôt, le juge a décrété un placement d'urgence: Samuel était en danger. « *Je ne suis pas un voleur* », affirme-t-il, crâne. On lui donnerait le Bon Dieu sans confession. Les éducateurs sourient de voir la journaliste tomber dans le panneau: « *Il se droguait à la colle à rustines, monnaye les charmes de sa sœur, il finira trafiquant de drogue ou maquereau, peut-être même les deux à la fois.* » On tente, malgré tout, d'éviter le pire. En essayant de le réinsérer dans la vie normale: retardé sur le plan scolaire, mais intelligent, Samuel a été accepté par le CES voisin à force d'insistance. Qui l'a renvoyé quelques jours plus tard. « *C'est une terreur* ». Il ne lui reste plus qu'à fréquenter les ateliers, en attendant d'avoir l'âge de préparer le CAP. « *Quand j'aurai seize ans,* soupire Samuel, *je pourrai travailler, je ne veux pas rester enfermé là-dedans.* » D'autant que « le château », il le sait, a mauvaise réputation: « *Quand je fais du stop pour aller aux Ulis, les automobilistes me demandent:* « T'es un voyou? » ■



« Tu acceptes d'aller dans un foyer ou tu vas en prison. »





Le choix des juges

LORSQU'UN cas lui est soumis, le juge pour enfants a le choix entre plusieurs attitudes. Il peut soit ouvrir un dossier d'assistance éducative en milieu ouvert (AEMO), soit ordonner une mesure de placement. Tout dépend de la nature du délit, de la personnalité de l'enfant et de sa situation sociale.

L'enfant délinquant peut parfaitement être suivi dans sa famille par un éducateur. 70 % des AEMO sont assurées par des organismes privés, associations régies par la loi de 1901 rémunérées au prix de journée. Situation absurde : les mesures d'assistance éducative ordonnées par les juges sont financées par la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS). En période de crise et de restriction budgétaire, on n'hésite pas à accuser les juges d'alourdir les charges pesant sur le ministère de la Santé...

Pourtant, l'action en milieu ouvert devrait être la règle, et l'hébergement l'exception. Les récidivistes, les mineurs en danger grave sont plutôt orientés vers les services de l'éducation surveillée, qui dépendent, eux, du ministère de la Justice (voir encadré).

L'ordonnance de 1945 consacrait l'échec des maisons de correction. Les Institutions professionnelles d'éducation surveillée (IPES) mises en place à la libération ont été critiquées. Ces internats regroupaient 100 à 150 mineurs pour une période de quelques mois à quelques années. On y dispensait un enseignement professionnel menant au CAP. Inconvénient majeur : les IPES étaient installés à la campagne, les gosses éloignés de leur famille vivaient en milieu fermé.

Les IPES ont été remplacés il y a une dizaine d'années par les ISES (Institutions spécialisées d'éducation surveillée), établissements plus petits, moins éloignés de la famille, où les mineurs ont un régime de quasi-liberté. On y dispense des cours et un enseignement professionnel, mais les éducateurs tentent de réinsérer rapidement les adolescents dans l'institution traditionnelle : école ou collège technique.

Les 2 500 éducateurs qui encadrent les mineurs se heurtent à de nombreuses difficultés : le budget de l'Education surveillée représente, en 1981, 11,75 % de l'enveloppe justice. 50 emplois seront créés en 1981 contre 151 en 1980. Or il faudrait 1 500 postes supplémentaires pour faire seulement fonctionner les services existants. Résultat : on ne compte qu'un délégué à la liberté surveillée rattaché au juge pour enfants pour cinquante à soixante jeunes, et un éducateur en milieu ouvert pour quarante prises en charge. ■



« 50 emplois seront créés en 1981... alors qu'il en faudrait 1 500 »

Saint-Etienne vogue vers le titre

D'un de nos envoyés spéciaux à Nantes.

LA pelouse des Canaris était donc, à l'heure du grand duel, gorgée d'eau. Un vent glacial soufflait en rafales, ébranlant les vétustes fondations du stade Marcel-Saupin. Bref, toutes les conditions étaient réunies pour gâcher ce match de gala que l'on nous promettait depuis déjà plusieurs semaines. Mercredi soir, le grand rendez-vous tomba immanquablement à l'eau. Un match terne et sans vie, entre deux équipes manifestement au bout du rouleau. Une soirée tristounette.

Pourtant, les supporters nantais avaient répondu présents. Plus de vingt-cinq mille. Rue des Cornuliers, les places s'arrachaient, au marché noir, pour la bagatelle de 400 francs. Un bien mauvais placement...

En effet, dès le début de la rencontre, les Stéphanois annonçaient la couleur: le point du match nul. Pour cela, les hommes de Robert Herbin ne s'embarrassaient guère de fioritures, Castaneda récupérant plus souvent les passes en retrait de ses partenaires que les tirs adressés par les Jaunes. La première demi-heure de jeu fut tout simplement blanche. Le néant. Le tout sous les yeux d'un public sans voix.

Les Nantais avait beau essayer d'emballer le match, ils n'y parvenaient pas. Picot, l'avant-centre, paraissait bien léger, et Amisse était dans un jour sans. Bref, les champions de France, sous l'impulsion d'un Michel hésitant, s'engluaient aux abords de la surface de réparation stéphanoise. Dans ces conditions, l'unique occasion de la première période était à mettre au crédit des Verts et de Platini. Un coup franc, bien sûr. Mais Leclerc préservait ses buts.

L'ambiance monte

A la reprise, la situation allait rapidement évoluer. Dès la quarante-neuvième minute, le Danois Agerbeck trompait Castaneda d'un coup de tête puissant. 1-0, les Nantais avaient fait le plus dur. Mais, deux minutes plus tard, une erreur colossale de Muller remettait les deux équipes à égalité. Le Nantais avait tenté de dribbler dans sa surface de réparation, mais Zanon lui subtilisait la balle. Une occasion en or, que le Stéphanois ne manquait pas de concrétiser. Lorsque l'on joue le titre de champion de France, on ne se livre pas à de telles sottises. Mercredi soir, Muller n'avait rien dans la tête et pas grand-chose dans les jambes.

Dès lors, l'ambiance montait, et le jeu se faisait plus alerte. Le match allait-il enfin démarrer? A l'image d'un moteur que l'on croyait noyé, ces quelques toussotements étaient de bon augure. Hélas, il cala définitivement.

Philippe BALLAND

DIVISION I

(35e journée)

Nantes - Saint-Etienne, 1-1; Bordeaux - Valenciennes, 4-0; Tours - Monaco, 0-1; Nancy-Paris-SG, 2-2; Lyon-Strasbourg, 0-0; Nîmes - Metz, 3-3; Nice - Auxerre, 0-0; Sochaux - Lille, 3-0; Lens - Laval, 3-0; Bastia - Angers, 3-0.

Classement: 1. Saint-Etienne, 50; 2. Nantes, 50; 3. Bordeaux, 47; 4. Monaco, 46; 5. Paris-SG, 42; 6. Lyon, 40; 7. Strasbourg, 36; 8. Metz, 35; 9. Sochaux, 33; 10. Nancy, 33; 11. Auxerre, 33; 12. Lens, 32; 13. Valenciennes, 32; 14. Bastia, 31; 15. Tours, 29; 16. Lille, 29; 17. Nice, 28; 18. Laval, 27; 19. Nîmes, 23; 20. Angers, 22.

Saint-Etienne est désormais bien placé, avec un mach de retard, à jouer contre Sochaux à Geoffroy-Guichard. Le résultat nul des deux premiers fait l'affaire des Girondins de Bordeaux, qui reviennent à trois points grâce à leur large succès devant Valenciennes. Les espoirs européens de Paris-SG semblent s'envoler avec la victoire de Monaco à Tours.

En fin de classement, Angers et Nîmes sont pratiquement condamnés, tandis que la place de barragiste se disputera entre Laval, Nice, mais aussi Lille et Tours qui ne gagnent plus.



Picot, un avant-centre qui n'a pas convaincu. (AFP)

ENTREPRISES ALBERT COCHERY
et MEURIS COCHERY

TRAVAUX PUBLICS - CANALISATIONS - ELECTRIFICATION

cochery

REGION NORD PAS-DE-CALAIS

1ère rue - 1ère avenue - Port Fluvial
B.P. COCHERY 22 - B.P. MEURIS COCHERY 9
59211 SANTES - **Tél. : (20) 38.61.60**
Télex COCHERY : 132416



Touré fut le meilleur joueur nantais. (AFP)

Frappés de nullité

Nantais et Stéphanois ont offert un bien pauvre spectacle en guise de «sommet» de la saison

D'un de nos envoyés spéciaux à Nantes.

TEMPS de chien mercredi soir. Une pluie fine couvrait le stade Marcel-Saupin et promettait de ternir la rencontre phare de ce championnat entre le tenant nantais et son prétendant le plus présomptueux, l'AS Saint-Etienne. Malgré ce climat automnal, les spectateurs arrivaient nombreux sur le quai Malakoff, là où l'Erdre rejoint sa grande sœur, la Loire.

Après avoir avalé saucisses au muscadet, merguez et autres andouillettes, les supporters nantais se retrouvaient dans le stade, trempés au bout de cinq minutes pour une bonne partie d'entre eux. C'était ensuite l'attente car, ici comme partout, les tribunes populaires sont pleines dès l'ouverture des portes. La musique, un peu moins « ringarde » qu'ailleurs, aidait à tuer le temps. « *C'est dur d'être un héros* », n'est-ce pas, Capdevielle? Puis Supertramp (sans jeu de mots!), qui nous incitait à rêver avec *Dreamer*.

Enfin, les joueurs apparaissaient, emmitouflés dans leur anorak, et commençaient à s'échauffer. Les Jaunes sous les applaudissements, les Verts sous les sifflets. En dépit des appels du speaker souhaitant la bienvenue aux Stéphanois, les supporters nantais ne voulaient rien savoir, ils huaient avec encore plus de force. Sportivité et conditionnement, quand vous nous tenez!

Ecrire que la rencontre fut sans intérêt relève de l'euphémisme. Le résultat nul arrange les Stéphanois et rend très improbable une victoire finale des Nantais.

Quelques notations tout de même. A l'heure où le FC Nantes fait confiance aux jeunes (Picot, Ayache, Adonkor, Touré), on chercherait en vain Paganelli et Roussey parmi les Stéphanois, usés par une saison difficile.

Une révélation dans ce match insipide : Adonkor, dix-neuf ans, stoppeur chargé de marquer Platini. Après une première passe ratée, et mis en confiance par Henri Michel, il mit sous l'éteignoir un Platini il est vrai bien éloigné de sa meilleure forme et qui annonçait dans les vestiaires son forfait pour le prochain France-Brésil, en raison de sa blessure tenace au genou droit.

A l'image de Jacques Santini qui nous déclarait être satisfait du résultat, les Stéphanois donnaient l'impression d'avoir franchi un grand pas vers le titre.

Pour Alain Chenard, le maire de Nantes, casquette de marin vissée sur le crâne, « *la rencontre avait été moyenne* », pendant que Robert Herbin, toujours calme, expliquait que « *le match avait été difficile* ». Jean Vincent, lui, le jugeait de « *haut niveau* ». Il est clair que l'entraîneur nantais n'avait pas vu la même rencontre que nous.

Félix CHIOCCA

Europe 1 à la porte... de Pantin

TOUT était réuni pour que les quelque 7 000 fanatiques parisiens qui s'étaient entassés sous ce chapiteau de la porte de Pantin puissent assister, à deux pas de chez eux et pour la somme de 50 francs, à ce match au sommet entre Nantes et Saint-Etienne, projeté en direct, grâce à Europe 1 et à la SFP, sur un écran géant de douze mètres sur neuf.

Comme au Stade, ça sentait bon la saucisse grillée, la bière et le Coca. Tout y était : les écharpes (vertes), les bonnets (verts). Non, non, non, la stéphanomanie n'est pas morte.

20 h 30 : le match commence. D'où je suis, on ne peut rien voir. Je ne suis pas le seul. Ça commence à gronder dans la partie du public qui n'a pas eu la chance de se trouver dans l'axe de l'écran. Et elle est nombreuse. Le chapiteau est bondé.

Tout à coup le public s'enflamme. « *Tu as vu Larios,* commente mon voisin. *Larios, où donc ?* » Je ne vois rien. deux pylônes et un mât oblique me séparent de l'écran.

Les têtes s'agitent. Ça grogne de plus en plus, aussi.

Et puis, sur le coup de la 25e minute, l'image se met à marcher par intermittence et se dédouble même. La colère monte dans les gradins.

« *R . . . T . . . L . . . ! R...T...L... !* » se plaît-on à scander. Hechter ne s'en serait pas remis !

L'image va revenir. C'est sûr ! Un petit problème de transmission sans doute, pense-t-on. Pourtant cela ne s'arrange pas. La mi-temps est sifflée alors que le public sous l'air d'« Allez les Verts » propose depuis cinq bonnes minutes à l'audacieuse station de radio d'aller assouvir ses besoins les plus naturels...

Au cours de la mi-temps, non sans avoir vainement cherché à se faire rembourser, une bonne partie du public s'en est allée. Les absent n'auront pas eu tort. Les deux buts du match ? Personne ne les a vus. L'image avait complètement disparu. Heureusement, les prudents avaient emporté des transistors...

Emmanuel CHRISTOPHE

Au 34e Festival de Cannes, les Chinois attaquent au long métrage

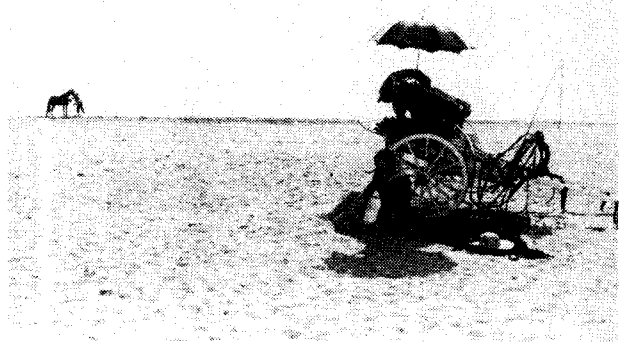
De notre envoyée spéciale

CINÉPHILES, à vos marques : le 34e Festival international du film s'est ouvert à Cannes le mercredi 13 mai. Quelque 35 000 visiteurs, dont environ 2 500 journalistes, y sont attendus. Presque 600 films y seront projetés à toute heure, depuis 8 heures du matin jusque très tard le soir. De quoi se gaver de cinéma, pendant quinze jours (jusqu'au 27 mai) sans interruption.

Plus de 80 films présentés dans ce cadre se partageront les différentes sections : Compétition officielle (une trentaine), Perspectives du cinéma, un Certain Regard, la Quinzaine des réalisateurs et *la Semaine de la critique*...

On y verra non seulement des films italiens, français et américains, mais aussi irlandais, anglais, soviétiques, indiens, hongrois, finlandais (aucun long métrage de cette nationalité n'avait été montré à Cannes depuis 1957), bulgares, yougoslaves, israéliens, chinois, voire une œuvre portoricaine.

L'un des événements les plus marquants sera peut-être de provenance américaine. Il s'agit du film Heavens'Gate (les Portes du ciel), de Michael Cimino, avec Isabelle Huppert et Christopher Walken. D'une durée initiale de 3 h 30, il avait été retiré de l'affiche avant même d'avoir été présenté au public, ses critiques ayant été unanimement trop mauvaises. C'est donc une nouvelle version, réduite d'environ une heure, qui doit être soumise à un nouveau verdict du public.



En ouverture, à Cannes, le superbe film de Francesco Rosi : *les Trois Frères*, présenté hors compétition.

Non moins intéressants devraient être les quatre films de la sélection italienne : la Tragedia di un uomo ridicolo de Bernardo Bertolucci ; *la Pelle* (la Peau) de Liliana Cavani, d'après le fameux roman de Malaparte ; *Passion d'amour* d'Ettore Scola ; et *Trois Frères* de Francesco Rosi qui, hors compétition, ouvrira le festival.

La sélection française offre un choix pour le moins hétéroclite : *Neige*, le premier film réalisé par la comédienne Juliet Berto, évoquant Pigalle et Barbès sur fond de drogue ; *Beaupère*, de Bertrand Blier ; *Les uns, les autres*, grande « fresque historique » de 3 h 15 réalisée par Claude Lelouch, super-production française à la brillante distribution, dont le budget a dépassé les 20 millions de francs.

Autre fait marquant, le cinéma britannique revient en force puisqu'il présente trois films en compétition officielle : *les Chariots de feu* de Hugh Hudson ; *Looks and Smiles* de Ken Loach et *Quartet* de James Ivory, tourné en France avec Alan Bates et Isabelle Adjani. D'ores et déjà l'un des favoris pour le palmarès est *Excalibur*, de John Boorman, retraçant la légende du roi Arthur et des chevaliers de la Table ronde, avec des acteurs irlandais inconnus, tous venus du théâtre.

Décors irlandais aussi pour le film du Suisse Alain Tanner : *les Années lumière*, tourné en anglais, coproduction franco-helvétique, avec Trevor Howard.

Pour la première fois en Europe, quatre films représentatifs de la production cinématographique chinoise seront présentés les 21 et 22 mai. *Les Anges du boulevard*, de Yuan Mu Zhi, réalisé dans les années 30 — un chef d'œuvre du réalisme poétique, paraît-il ; *le Petit Vagabond*, de Zhao Ming ; *Sun Wou Kong, le roi des singes contre le palais céleste*, de Wan Lai Ming, dessin animé en couleurs, qui occasionna quelques ennuis à son auteur en raison des coïncidences que l'on cru noter entre la personnalité de l'empereur et celle... du président Mao ; *le Sourire de l'homme tourmenté*, de Yang Yan Jing, relatant les troubles de conscience d'un jeune journaliste face à une vérité pas toujours bonne à dire...

Les deux hommes les plus en vedette à Cannes cette année seront sans conteste Luis Bunuel, auquel le festival rend hommage en présentant la version complète de *l'Age d'or* et un court métrage qui lui est consacré *(Petite Confession filmée)*, et Andrzej Wajda, qui termine le montage de *l'Homme de fer*, suite de *l'Homme de marbre*. Mais viendront-ils vraiment ?...

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que ce festival marquera la fin d'une époque : l'an prochain, le nouveau palais doit être terminé, et les vétérans de Cannes devront changer leurs habitudes. De quoi, cette année, regarder même le plafond avec un rien de nostalgie.

Colette MILON



«Le Septième Cercle» à Grenoble

DEPUIS le 12 mai, le théâtre Action de Grenoble présente sa dernière création : le *Septième Cercle*, de Fernand Garnier et Renata Scant, qui signe la mise en scène. Au centre de ce spectacle, l'image de la femme, prostituée, comédienne ou porteuse fatale du destin et de la mort.

A travers l'évocation de Lulu ou des couples mythiques (Laure et Pétrarque, Béatrice et Dante...), cette tragédie plonge au cœur de l'enfer, « vaste abîme de neuf cercles qui, en forme d'entonnoir, conduisent jusqu'au centre de la terre, le septième cercle et le cercle de la violence et du sang ». Espace 600, à Villeneuve-de-Grenoble, à 20 h 45.

«Bob Marley, c'était la voix du ghetto»

déclare Bernard Lavilliers à «Combat socialiste»

LE décès de Bob Marley le fait entrer dans la légende de la musique populaire aux côtés de Janis Joplin, Jim Morrisson et Jimi Hendrix, eux aussi disparus en pleine gloire. Marley a longtemps chanté sans rencontrer le succès. Le reggae n'était pas encore sorti du ghetto de Kingston où il a pris racine.

Que le temps parcouru depuis cette époque où Jimmy Clift et Bob Marley n'était connus qu'à Trenchtown et à Tivoly Garden ! Le reggae est aujourd'hui un phénomène qui a envahi tous les continents et influencé toutes les musiques.

Bob Marley a été, sans conteste, le « moteur » qui a permis au reggae de devenir ce qu'il est. Superbe compositeur, chanteur fascinant, il était également et surtout un « rastafari », dans lequel ses racines africaines lui permettaient de se reconnaître.

Après huit années de plein succès, onze albums qui ont atteint des chiffres de vente extraordinaires, des tournées triomphales (on se souvient du concert donné au Bourget le 4 juillet 1980), Marley n'a jamais oublié le ghetto dont il était issu.

On peut mesurer son influence en écoutant certaines chansons des Rolling Stones, de Bob Dylan et d'Eric Clapton (un super *I shoot the sheriff*). En France, le musicien Bernard Lavilliers a connu Marley et a voulu comprendre le phénomène reggae, en allant à la Jamaïque. De son séjour, il nous ramena *Kingston* et *Stand the ghetto*. Il nous a livré ses réflexions.

« Je suis bouleversé par cette mort. Bien sûr, je ne suis pas surpris, car je savais qu'il était très malade. A la Jamaïque, j'ai habité chez lui, je l'ai connu, et la bague que je porte à la main droite est un cadeau qu'il m'a fait. Imaginez ce que je peux ressentir en regardant cette bague.

— Qui était vraiment Marley, tel que tu l'as connu ?

— Un personnage doux et très calme. Un homme très intégré, contrairement à ce que certains ont écrit. Pour moi, c'était le premier, et un des types les plus importants du ghetto. Cela est essentiel. Sa maison, dans laquelle il m'a accueilli, et qui porte le nom de Island House, *est située à 500 mètres du ghetto. A l'époque où j'y étais, les gens pouvaient y entrer facilement, en dépit des menaces qui pesaient sur lui.*

— Que représente pour toi le reggae ?

— C'est à coup sûr un renouveau de la musique noire, renouveau que personne n'attendait. Bob Marley m'a expliqué la naissance du reggae. Dans le ghetto, les Jamaïcains voulaient faire du rythm'n blues. Le problème est qu'ils n'avaient pas de « matos » ; ils ont ajouté des percussions africaines, et cela a donné le reggae qui est une musique Caraïbe. Le reggae est une image de la Jamaïque, celle du ghetto et pas celle des intellectuels du pays.

— Peux-tu nous parler de Marley et de sa religion ?

— Marley était très mystique. Le phénomène rasta est propre aux Noirs. Je me souviens de sa surprise quand je lui ai dit que j'étais athée. Il ne comprenait pas que l'on puisse ne pas croire en Dieu. Mais jamais, durant mon séjour, il n'a essayé de me convaincre. »

Propos recueillis par Félix LEROY

EN COULISSE

Le Magic Circus à travers le monde

Entre les répétitions de son prochain spectacle *le Bourgeois gentilhomme* de Molière, qui doit être présenté du 20 au 30 mai dans la périphérie parisienne, le Grand Magic Circus se rendra en tournée.

La Compagnie française de théâtre qu'anime Jérôme Savary fêtera d'abord la 250e représentation de son spectacle *Mélodies du malheur* au Festival de Jérusalem ; au mois de juillet, elle en donnera 26 représentations dans 8 villes du Brésil, grâce au concours de l'Association française d'action artistique du ministère des Affaires étrangères.

En août, l'animateur et quelques comédiens de la troupe seront à Hambourg pour réaliser un spectacle bilingue franco-allemand sur la guerre de 1914-1918. Seul, Jérôme Savary mettra ensuite en scène, les 12 et 13 juin, au Festival mondial du théâtre de Cologne, *la Légende des 11 000 vierges*, un spectacle de rue qui raconte l'histoire des héroïnes massacrées par Attila aux portes de la cité rhénane.

Grandes orgues pour Bach à Toulouse

Vingt-six organistes venus de 11 pays participeront du 24 au 27 juin au concours organisé dans le cadre des semaines Jean-Sébastien Bach à Toulouse par l'Association pour la renaissance des orgues en Languedoc.

Jusqu'au 10 juillet, la cité des Capitoules vivra au rythme des musiques du Cantor de Leipzig. Aux épreuves qui se dérouleront sur l'orgue récemment restauré de l'église-musée des Augustins s'ajoutera, sur le même instrument, une intégrale en 12 concerts de l'œuvre de Bach par 7 virtuoses réputés : Gustav Léonhardt, Bernard Lagace, Michael Radulescu, Jan-Willem Jansen, Marie-Claire Alain, Michel Chapuis et Jean boyer (chaque jour du 28 juin au 9 juillet.

Le Rivoli-Cinéma de Paris se voue aux burlesques

Le Rivoli-Cinéma de Paris a fait peau neuve. Désormais consacré aux spectacles complets, il a été inauguré sous le patronage de Jeanne Moreau et de Jacques Tati.

Situé près de l'Hôtel de Ville, le Rivoli-Cinéma a vu le jour en 1937, au temps où « aller au cinéma » signifiait non seulement voir un film, mais « se rendre au spectacle ».

Les programmes changeront à l'avenir au fil des heures. Tous les après-midi, de 12 heures à 18 heures, sont prévus — comme dans les « cinéacs » d'antan — des programmes de burlesques, des actualités anciennes, et des spectacles pour enfants les mercredis, samedis et dimanches, ainsi qu'une « grande soirée spectacle » quotidienne à 21 h 30.



Status Quo ante

ROCKING all over the world et *Whatever you want* sont deux grands classiques de la rock-music. Status Quo, leur auteur, est en tournée en France.

Francis Rossi (guitare), Alan Lancaster (basse) et John Coghlan (batterie) qui sont ensemble depuis 1962 — ils étaient alors adolescents ! — et Rick Parfitt (guitare) distillent les « hit » avec bonheur, sans jamais céder aux modes. A leurs détracteurs, qui reprochent au groupe anglais de ne pas évoluer et de nous servir les mêmes rengaines depuis tant d'années, Status Quo peut répondre par sa longévité et le succès constant de ses albums.

Quel plus beau compliment peut-on recevoir quand on reconnait dès les premières mesures la « patte » Status Quo ? Un rythme très rapide, un boogie de toujours, une musique qui ne recourt pas systématiquement aux effets spéciaux et électroniques, des guitares de qualité et une batterie toujours présente font de ce groupe un ensemble très intéressant. Son dernier album, *Never too late*, ne rompt pas avec la tradition.

Les « fans » apprécieront le morceau qui donne son titre au 30 cm, et surtout *Take me away* qui apporte le meilleur moment de ce disque. A noter la reprise d'un classique du genre, *Carol* de Chuck Berry. Les concerts que donne Status Quo vont nous confirmer qu'il peut continuer à « rocker autour du monde ».

F.C.

• 14 mai à Toulouse ; 15 à Bordeaux ; 16 à Nantes (La Beaujoire/Chapiteau) ; 18 à Paris (Hippodrome) ; 19 à Grenoble (Alexpo) ; 20 à Dijon (Palais des Sports) ; 21 à Strasbourg (Hall du Wacken) ; 22 à Metz (Parc Expo) ; 23 à Lille (Palais des Sports).

SUR LES PLANCHES

• *Lotte à Weimar,* *d'après Thomas Mann.* Quarante ans après la parution des *Souffrances du jeune Werther,* Lotte (Charlotte) revient à Weimar retrouver Goethe, le poète, qui la voua à l'immortalité. Mais celui-ci se montre peu empressé... Son attente est l'occasion de faire un retour — résigné — sur le passé et, de découvrir un nouveau Goethe, démythifié.

Installé dans le superbe décor « naturel » de la Galerie, le spectacle de Jean-Claude Beretti nous convie à une réflexion très fine sur le rapport de l'écriture et des amours manquées, même si l'ensemble, très littéraire, fait un peu conversation glacée de salon. A noter le retour sur les planches d'Hélène Surgères. Eblouissante.

Cité internationale. La galerie, 21, boulevard Jourdan, Paris, tél. : 589.38.69, à 20 h 30.

• *Les Frères Boers,* *de Alex Van Wader Warmerdam.* Deux frères vivent en solitaires, repliés et sur eux-mêmes et leurs rêves de voyages qui ne s'accompliront jamais. Des étrangers arrivent, soi-disant arpenteurs, bouleversant et détraquant leurs vies délicatement réglées...

Venus des Pays-Bas (mais joué en français), un spectacle inquiétant et troublant, réalisé avec une maîtrise et un esthétisme parfait. Un cri de solitude et de mort. Attention, cependant ! Si la pièce est souvent drôle, l'humour n'est pas toujours au premier degré.

Théâtre de Chaillot, place du Trocadéro, Paris, tél. : 727 81.15. A 20 h 30.

• *Les Pantablogues,* *de Roland Dubillard.* Ecrite pour deux personnages, jouées par cinq comédiens, une suite de sketches où triomphe l'incongruité de la logique absurde et dévastatrice.

Loufoque, tendre, poétique, irréverencieux et souvent même iconoclaste, l'univers pince-sans-rire de Dubillard ne saurait laisser de marbre les esprits les plus rassis. Savoureusement éclairés par la mise en scène de François Joxe, les textes présentés se révèlent de véritables petits chefs-d'œuvre de cocasserie. On jubile... Dommage que la distribution souffre d'imperfection.

Théâtre de la Roquette, 76, rue de la Roquette, Paris, tél. : 805.78.51. A 20 heures.

D. M.

THEATRE

Un poème démonté par Chéreau

«Peer Gynt», d'Henrik Ibsen

EST-CE une gageure que de monter *Peer Gynt*? De toutes ses œuvres, Ibsen la jugeait *« la moins propre à être comprise en dehors des pays scandinaves »*, en raison notamment des problèmes du langage. Comment traduire le rythme d'un poème à la fois lyrique et familier, représenter des épisodes que l'auteur lui-même jugeait injouables?

Dans cette *« heure de folie »*, où passent des réminiscences de *Faust*, Ibsen profite d'une forme très libre pour introduire non seulement les idées polémiques qui lui tiennent à cœur, mais aussi une autre dimension, éthique et philosophique, l'idée qu'il n'y a pas de vie qui vaille sans fermeté de caractère.

Comme il le note dans sa correspondance, c'est la plus personnelle de ses pièces, car *« ce poème contient beaucoup de détails qui ont leur source dans ma propre jeunesse »*.

Peer Gynt n'est plus seulement le paysan vantard des contes populaires d'Asbjörnsen, sorte de Tartarin norvégien hâbleur, incapable de passer du rêve à l'acte, qui chevauche les boucs, séduit la fille du roi des trolls, fait fortune aux Amériques, parcourt les déserts du Maroc et de l'Egypte avant de revenir sur ses côtes norvégiennes; mais c'est aussi un voyageur sans but, que poursuit le mystère de sa destinée.

Peut-être toutes ces difficultés ont-elles précisément séduit Patrice Chéreau, davantage que ne l'a attiré Ibsen lui-même, que le metteur en scène avoue ne guère connaître. Il aura voulu monter, après Bayreuth, une grande machine, sept heures de spectacle en deux soirées, pour *« revenir au théâtre dans toute son ampleur »*; choisir, après l'opéra, *« le plus antimusical de tous les sujets »*, selon Grieg; mettre en scène, plutôt qu'une pièce de théâtre au sens propre du terme, un poème philosophique, pratiquement toujours coupé lors de ses représentations...



Patrice Chéreau. (Photo Michel Sarti)



Gérard Desarthe et la femme en vert (Nada Strancar). (Photo Enguerand)

Richard Peduzzi a dressé de hauts murs gris et aveugles, entre lesquels glissent les paysages peints des voyages de *Peer Gynt*, tombent les vélums qui font s'évanouir les scènes, s'ouvrent les trappes, grande machinerie aux effets révélés. Les scènes « spectaculaires »: noces paysannes, cour du roi des trolls, asile de fous du Caire, tempête du retour, encadrent des épisodes réputés « injouables », où la tension dramatique s'estompe sans que le lyrisme y supplée toujours.

Le tour de force n'est pas moins évident pour une équipe de comédiens qu'il faudrait tous citer si Gérard Desarthe n'occupait presque sans interruption ces deux soirées qui le conduisent de la jeunesse à la mort.

Le spectacle trouve son écueil sans doute au niveau de la traduction, de François Regnault, trop prosaïque et « moderne », surtout dans la deuxième journée. Il souffre aussi d'un « excès de talent », que l'opéra et ses contingences avaient mieux su contraindre. Ne s'agissait-il d'aller que *« du grotesque au métaphysique »*, en faisant l'économie de l'expression poétique d'Ibsen? Accuser la musique de Grieg de mièvrerie, c'est oublier l'usage qu'a pu en faire Fritz Lang dans *M le Maudit.*

Patrice Chéreau a fait entrer *Peer Gynt* dans son univers personnel, et cet univers est suffisamment riche pour qu'une seule vision de son travail ne puisse en rendre compte. Reste à savoir si, comme pour Offenbach et Hoffmann, l'univers d'Ibsen n'est pas resté étranger à cette vision. Mais, comme le rappelle Peter Stein, auteur d'une mise en scène célèbre de la même pièce, on peut *« cultiver l'illusion, mais ce n'est qu'une illusion, que ce que nous avons produit sur scène change, s'améliore, progresse et que ce n'est pas quelque chose de fermé, de fini »*.

Martine KAUFMANN

• Au TNP de Villeurbanne, jusqu'au 20 juin, les deux journées en alternance. Le spectacle sera présenté d'octobre à décembre 1981 à Paris, au Théâtre de la Ville. Autour de la pièce, un livre qui rassemble matériaux, documents et commentaires, ainsi que le texte intégral de la traduction de François Regnault, avec une centaine d'illustrations et de photos du spectacle. En souscription (58 francs) au TNP, 8, place Lazare-Goujon, 69000 Villeurbanne. Parution le 1er juin. Une exposition et des débats à la bibliothèque de la ville de Lyon les 13 et 21 mai.

Quand une psy s'écoute

«Couché par écrit», de Jacqueline Rousseau-Dujardin

ON a beaucoup écrit sur la psychanalyse, le sujet est inépuisable. Ça cause et ça causera encore longtemps. On peut toujours en dire plus. Mais ce que réussit Jacqueline Rousseau-Dujardin, en s'allongeant à son tour, en se « couchant par écrit », c'est peut-être de le dire autrement.

Ni essai, ni traité, mais bribes de pensées, de réflexions, paroles d'elle-même, de l'autre, celui qui est là, sur le divan, ou encore dans l'escalier, sur le palier, juste avant de frapper à sa porte. Un ouvrage qui aborde avec allégresse, presque avec légèreté, le poids de l'existence.

Le passé, d'abord, ce sacré passé qu'il faut non pas assumer mais dépasser, parce qu'*« il vous reste en travers du gosier »*. *« Faut bien y patauger, y piétiner, s'y engluer »*, dit-elle, pour en sortir. Ce temps enfui qui fait qu'il est maintenant *« trop tard »*, qu'il a toujours été *« trop tard »*, déjà *« à la première heure de la vie »*, ce qui justement empêche de vivre.

Pourtant l'espoir est présent, *« l'expansion est possible »*, à tous les âges, *« à condition qu'elle ne soit pas artificielle : cumul des honneurs, des biens (...) ou pléthore de petits enfants »*, mais richesse de vie.

Abordant la différence des sexes, des désirs, elle fustige cette *« envie du pénis »*, invention, cultivée et répétée à l'envi, *« pour condamner la femme à la résignation et l'homme à la permanence de l'angoisse de castration »*. Le rapport des sexes n'est pas un rapport de forces, ce n'est pas *« à qui tiendra le bon bout »*.

Temps et sexe, deux exemples des matériaux de ce livre qui en dit bien d'autres, et de bien bonnes ! Parcours éclaté, refusant la synthèse, le schématique ; discours sur le discours, là où ça parle vraiment, mais impossible à répéter, à retenir.

Parole entrecoupée d'intermèdes. La forme, la couleur de son *« fauteuil de psychanaliste »* qu'elle culotte, tanne, jour après jour. Le *« café d'en bas »* parce que l'on y parle aussi, et que parfois les parties de flipper y sont gratuites.

Claude BROUSSOULOUX

• Editions Galilée, 187 pages.



Chantal Nobel : « Il faut prendre le bon couloir » (***Salut champion*, TF1, 20 h 30**)

Mercredi 13 mai

20 h 35 — Julien Fontanès, magistrat. Un si joli petit nuage.
Téléfilm de Serge Ganzi et Jean Cosmos. Réalisation : Jean Pignol.

22 h 05 — La rage de lire. A quoi servent les géographes ?
Émission de Georges Suffert. Réalisation : Jean Bertho. Avec Yves Lacoste *(l'Atlas du tiers monde,* Maspero) ; Armand Frémond *(Paysans de Normandie) ;* Jacqueline Beaujeu-Garnier *(la France des villes,* La Documentation française) ; *Atlas et géographie de la France moderne,* Flammarion) ; Hervé Le Bras et Emmanuel Todd *(l'Invention de la France,* Livre de poche) ; Joseph Rovan *(La Bavière,* Arthaud).

20 h 10 — Football. Finale de la Coupe des coupes : Carl Zeiss Iéna-Dynamo Tbilissi.

22 h 10 — Grand Stade.

20 h 30 — Les centurions.
Film de Mark Robson (1936). Avec Anthony Quinn, Alain Delon, Claudia Cardinale et Maurice Ronet.
En Algérie, pendant la guerre d'indépendance, se retrouvent autour de Raspéguy les compagnons de lutte de celui-ci, grand vaincu de Diên Biên Phu. Un film pour les durs de dur, virils et tout et tout...

Jeudi 14 mai

20 h 30 — Salut Champion. Le bon couloir.
Série de Denis Lalanne. Réalisation : Serge Friedman.

21 h 25 — L'événement.
Un prince en exil : Norodom Sihanouk. L'armée espagnole. Échec de la traversée de l'Atlantique sur planche à voile.

22 h 40 — Le voleur de crimes.
Film de Nadine Trintignant (1969). Avec Jean-Louis Trintignant, Robert Hossein, Bernadette Lafont.
Un homme en pleine déprime croit être l'auteur d'un accident criminel. Il se dénonce à un journal à sensation mais, vexé de n'être pas cru, il va réellement commettre l'irréparable.
Un film qui se laisse regarder.

17 h 20 — Fenêtre sur... Point 2000 : la voix.
Émission de France Renucci. Réaliation : Jean Bern.

19 h 45 — Tribune politique. Le Sénat.

20 h 35 — Sept hommes en enfer.
Téléfilm de Youri Komerovsky. Avec Christian Barbier, François Darbon, Paul Guers, Georges Marchal, Michel Vitold.
C'est la crise. Sept hommes, responsables au plus haut niveau, sont confrontés à la question capitale : faut-il utiliser l'arme nucléaire ?

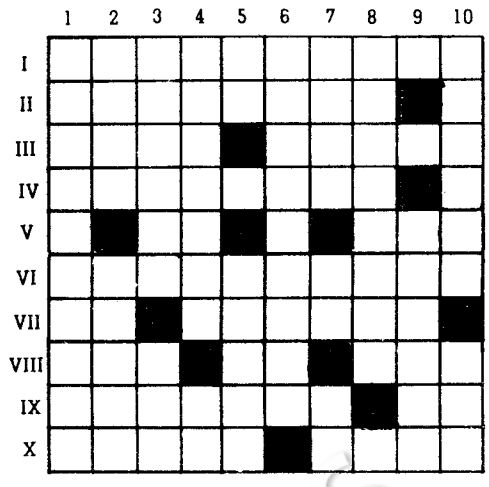
21 h 50 — Coups de théâtre.
Émission de Gilbert Kahn.
Le Nouveau Théâtre de Marseille, dirigé par Marcel Maréchal. Patrice Chéreau au TNP de Villeurbanne, pour la pièce *Peer Gynt,* d'Ibsen.

20 h 30 — Le boulanger de Valorgue.
Film d'Henri Verneuil (1952). Avec Fernandel et Pierrette Bruno.
Justin, le fils du boulanger de Valorgue, fait la cour à Françoise, la fille de l'épicier. Malheureusement, Justin doit partir faire son service militaire en Afrique du Nord. Mais Françoise attend un bébé.



Françoise attendait un bébé... **ou Fernandel dans *le Boulanger de Vallorgue*, FR3, 20 h 30.**

Mots croisés par Lionel



PROBLÈME N° 56

HORIZONTALEMENT. — Elle a fait marcher plus d'un homme. - II. Irritable. - III. Unique chez Bayard, multiple chez les moins braves. Se met à table. - IV. Elle est faite de rebondissements. - V. Sur une peau d'âne. Ile grecque. - VI. Règne pour diviser. - VII. 99. Mouille sans relâche. - VIII. Division de temps. Exercice. Roi d'Israël. - IX. Echecs. Mesure chinoise. - X. Sèche à l'écrit. Porte-bât.

VERTICALEMENT. — 1. Spécialiste du billard et surtout de la bande. - 2. Vante n'importe quoi. Si, petit, il ronfle, il vaut mieux consulter un spécialiste. - 3. Supplément fréquent quand on a bien gagné son bifteck. Est plein de sous-entendus. - 4. Précipitations. Abréviation de cour. - 5. Arrivé. Fixe la hauteur du plafond. - 6. Fait ses preuves de bon conducteur dès que la nuit tombe. - 7. Avait peut-être rêvé d'entrer dans les cadets. Conjonction. Hommes de Roehm. - 8. A laquelle on a redonné des couleurs. - 9. Maure chantant. - 1. Ville caravanière. « Donne » la chair de poule.

SOLUTION DU N° 55

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	G	R	I	L	L	E	P	A	I	N
II	L	E	C	H	E	F	R	I	T	E
III	A	G	I	O	■	F	U	S	E	E
IV	D	E	■	T	A	D	N	S	■	S
V	I	N	T	E	G	R	E	E	S	■
VI	A	C	E	■	E	T	A	L	E	R
VII	T	E	N	O	N	■	U	L	V	E
VIII	E	■	I	N	D	E	X	E	R	■
IX	U	S	A	■	A	S	■	S	E	T
X	R	E	S	I	S	T	E	■	S	U

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand,
7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION DU LIVRE MARQUE SYNDICALE

**Pour mes idées,
pour que la presse socialiste vive**

**JE M'ABONNE A
*COMBAT SOCIALISTE***

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite

Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« COMBAT SOCIALISTE », 5 jours
« L'UNITÉ », hebdomadaire, le 6e jour
Un an : 650 F
6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Jeudi 14 mai

FRANCE — MUSIQUE

9 h 07 — Le matin des musiciens.
Sibelius et la tradition symphonique.

20 h 30 — En direct de l'espace Cardin.
Concert donné au profit d'Amnesty International.

Avec le Nouvel Orchestre philharmonique. Direction : Emmanuel Krivine. Soliste : Alexis Weissenberg, piano.

Mozart : *Symphonie en sol majeur,* K 318 ; *Concerto pour piano et orchestre n° 9,* K 271 ; *Symphonie en sol mineur n° 40,* K 550.

FRANCE-CULTURE

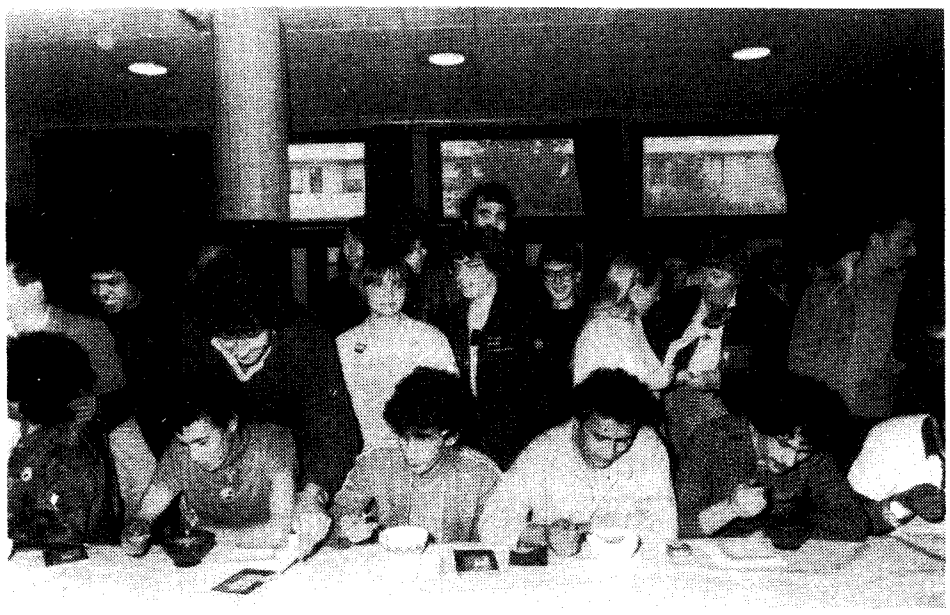
20 h 00 — Théâtre romantique.
Le monde à l'envers, de Ludwig Tieck.
Réalisation : Jeanne Rollin-Weisz. Avec François Marthouret, Jacques Seiler, Roger Bret, Jean-François Delacour, Gilles Segal.
Une troupe de comédiens en révolte contre leur directeur a décidé de prendre le pouvoir. Un spectacle délirant raconté avec la fausse simplicité des bandes dessinées.

getrabat S.A.
SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION
getrabat s.a.
33, RUE PIERRE-ROLLIN
670.21.76 94200 IVRY

Combat
SOCIALISTE

Les immigrés de Massy ont gagné

APRÈS trois semaines de jeûne, les vingt et un grévistes de la faim de l'eglise Saint-Paul à Massy, tous d'origine tunisienne, ont décidé de mettre fin à leur action mardi à 17 heures. Lundi après-midi, s'appuyant sur le nouveau rapport de forces créé par l'élection de François Mitterrand, le maire de Massy, Claude Germon, conduisait une délégation auprès du préfet de l'Essonne, Jacques Périllat. Un accord était vite conclu sur le principe de l'établissement par les services de la préfecture, dès le lendemain matin, de récépissés de demandes de cartes de séjours pour les grévistes. Ces récépissés mettent ceux qui en sont titulaires en situation régulière pendant une durée indéterminée, nécessaire à l'enquête pour l'établissement de la carte de séjour. Il permettent en outre aux intéressés d'obtenir une carte de travail dès lors qu'ils ont un emploi.



Le premier repas après trois semaines de grève. (Photo F. Pitchall)

Les grévistes, qui restent en permanence sous contrôle médical, se remettent progressivement à manger.

Dans la soirée de lundi, les vingt et un Tunisiens ont reçu la visite de l'évêque de l'Essonne, Mgr Herbulot, qui avait donné son accord aux prêtres de Massy pour que la grève se déroule dans l'église Saint-Paul. Il y a été chaleureusement accueilli. En revanche, les grévistes ont protesté contre la récupération tentée en dernière heure par Pierre Juquin, député communiste de Massy.

Cette grève de la faim terminée sur une victoire a mis en lumière une fois de plus les problèmes de l'immigration et des droits des immigrés : un dossier important pour le prochain gouvernement.

Un Boeing chargé d'armes saisi aux Etats-Unis

UN Boeing-707 dont la destination était l'Afrique de Sud, et une importante cargaison d'armes ont été saisis mardi à l'aéroport de Houston (Texas). Fusils automatiques, lance-grenades, revolvers et munitions, d'une valeur de 1,2 million de dollars, étaient en cours de chargement dans cet avion d'une compagnie autrichienne, a indiqué le porte-parole des douanes, Charles Conroy.

Les quatre membres d'équipage, de nationalité autrichienne, et deux ressortissants britanniques, placés en garde à vue, devaient être inculpés mercredi. Ils étaient en possession d'une fausse licence d'exportation du département d'Etat.

Les armes, fabriquées par la société Colt, avaient été achetées au Connecticut avec une lettre de crédit tirée sur une banque européenne, a précisé Conroy. Il a ajouté que cette saisie était la plus imprtante jamais effectuée par les services américains.

BREF

Mexique : 300 femmes occupent une cathédrale

300 femmes occupent, depuis mardi, la cathédrale de la ville mexicaine de Oaxaca (500 km au sud-est de Mexico) pour exiger la libération de 28 prisonniers politiques ainsi que des informations sur le sort de plusieurs personnes disparues.

Les manifestantes appartiennent au Comité de défense des prisonniers politiques. Elles sont soutenues par la coalition syndicale ouvriers-paysans de la ville (COCEO).

Les femmes ont affirmé qu'elles n'abandonneraient pas leur action avant d'avoir une réponse du gouvernement à leurs revendications.

Chasse à l'homme

Un automobiliste, Messaoud Hamed, trente et un ans, a été mortellement blessé par les gendarmes, mardi soir, à l'issue d'une course-poursuite, près de Saint-Albain (Saône-et-Loire).

A la suite d'un contrôle du véhicule de Messaoud Hamed, accompagné de deux amis, celui-ci avait réussi à prendre la fuite à bord de sa voiture en forçant un barrage. Repéré par les gendarmes à l'entrée de Saint-Albain, Messaoud Ahmed a été mortellement atteint, alors qu'il s'enfuyait à travers champs, par les gendarmes ayant ouvert le feu après les sommations réglementaires. La victime avait purgé une peine de six mois de prison pour proxénétisme, coups et blessures volontaires et port d'arme.

Dans un fauteuil

Un chômeur handicapé physique va tenter de rallier Annecy à Paris, en onze jours soit 560 kilomètres, en fauteuil roulant.

• A l'occasion du vingtième anniversaire d'Amnesty International, un concert est organisé, le jeudi 14 mai à 20 h 30, à l'Espace Pierre- Cardin. Au programme, Mozart, interprété par le Nouvel Orchestre philharmonique, sous la direction d'Ogan D'Narc.

BRETAGNE SUD :
5 Programmes de
Résidences secondaires
en Loire Atlantique...

☐ **Batz/Mer**
Résidences du Golf, 3 et 4 pièces avec parking

☐ **Préfailles**
A 150 m de la mer, 9 maisons de 3 et 4 pièces avec garage.

☐ **La Turballe**
A quelques pas de la plage des Bretons terrains à bâtir de 484 à 581 m2 (V.E.F.A.)

☐ **Piriac**
Lotissement du Cohio, 12 terrains à bâtir de 403 à 518 m2 (V.E.F.A.)

☐ **Carheil**
320 terrains boisés à bâtir dans un cadre exceptionnel de verdure avec tennis, piscines, club house, club hippique et allées cavalières.

Pour plus de renseignements,
cochez le(s) programme(s) qui vous intéresse(nt)
et retournez cette annonce à :

les Pavillons de l'Atlantique
1er CONSTRUCTEUR DEPARTEMENTAL
route de Vannes Le Lièvreau 44260 MALVILLE
Tél. (40) 89.92.44

Nom _____
Adresse _____
_____ Tél. _____

DERNIERE HEURE

Barre a remis sa démission

Le premier ministre, Raymond Barre, a remis, mercredi, la démission de son gouvernement au président Giscard d'Estaing qui l'a acceptée, a annoncé M. Jean-Marie Poirier, porte-parole de l'Elysée.

Toutefois, M. Giscard d'Estaing a chargé M. Barre d'expédier les affaires courantes jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau gouvernement.

Le «Libé» nouveau est arrivé

LIBERATION nouvelle formule reparît mercredi, après pratiquement douze semaines d'absence, tiré sur trente-six pages à 170 000 exemplaires.

La maquette fait apparaître de nombreuses innovations. *Sandwich* disparaît, remplacé par quatre pages d'annonces quotidiennes. La publicité reste bannie. Le prix passe à 3,50 francs, y compris le samedi.

L'arrêt du journal devait permettre une véritable mue : il s'agissait de créer un quotidien « ouvert sur l'avenir » plutôt qu'en prise permanente sur le passé, et en particulier Mai 68. En huit ans, le journal avait, au prix de crises parfois très graves, acquis une notoriété indéniable, que l'on a pu mesurer aux commentaires de l'ensemble de la presse au lendemain de l'arrêt décidé en assemblée générale, le 21 février dernier.

« *Une fois de plus,* Libération *doit changer,* estimait son directeur, Serge July. *Non pour perdre sa spécificité, c'est-à-dire sa liberté, mais pour s'ouvrir à de nouveaux secteurs de l'activité humaine, et pour gagner en efficacité, en rigueur et en qualité dans l'information quotidienne.* »

Or les structures existantes, le système autogestionnaire en vigueur avec cent soixante-dix personnes paralysait à peu près totalement l'entreprise, alors que s'estompait la « croissance à la japonaise » observée entre 1974 (8 900 exemplaires) et 1978 (35 000 exemplaires), la barre des 45 000 paraissant insurmontable. « *Nous travaillions en surchauffe permanente avec un bricolage institutionnel.* »

Jean-Paul Cruse, dont le licenciement, à l'inverse de celui des trente-sept autres décidés par July, a été refusé par l'inspecteur du travail, pose la question : « *Le nouveau* Libération *est-il de droite ou de gauche ?* » Il exige notamment le respect des « *droits démocratiques et syndicaux* » des salariés du journal ainsi que le maintien, dans le quotidien, d'une « *éthique de résistance, de solidarité et de lutte* ».

Le délégué CGT a lancé un « *appel national à l'ensemble de la profession, au monde du travail, aux forces de gauche et d'extrême gauche à participer le 31 mai à une journée de soutien à son action* ». Il a également demandé aux membres de la nouvelle équipe de *Libération* d'entreprendre des « *actes de solidarité bien réfléchis* », et aux avocats du quotidien de refuser de devenir des conseillers juridiques ès-licenciements.

